



200 FCFA

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1976 LUNDI 31 MARS 2014

Congo-Russie

Brazzaville et Moscou décident de réactiver leur coopération



Denis Sassou N'Gusso et l'émissaire Russe

Le Congo et la Russie vont réactiver, à l'occasion de la grande commission mixte qui se déroulera du 21 au 25 avril à Moscou, leurs mécanismes de coopération technique, économique et commerciale. En séjour de travail à Brazzaville où il s'est entretenu avec le président de la République, Denis Sassou N'Gusso, le vice-ministre russe de l'Énergie, Youri Sentyurin Petrovich, a réaffirmé la volonté de son pays de soutenir les efforts du Congo dans la construction des infrastructures de transport et de production de l'énergie. Évoquant les différents projets envisagés, le vice-ministre russe a estimé que la construction d'un oléoduc entre Pointe-Noire et Ouesso fait partie des priorités.

Page 3

CENTRAFRIQUE

François Bozizé «obstacle à la sortie de crise»



Le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations unies (ONU) qui s'apprête à voter, sur proposition de la France, des sanctions contre l'ancien président centrafricain, accuse ce dernier et son fils, Jean-François Bozizé, «d'organiser et de soutenir les milices anti-balaka et d'être un obstacle à une sortie de crise dans ce pays».

Page 11

ÉDITORIAL

Priorité

Page 2

ÉROSIONS À BRAZZAVILLE

Plusieurs quartiers pourraient être privés d'électricité

Selon les responsables de la Société nationale d'électricité (SNE), environ 50% de l'énergie fournie dans la capitale pourrait être interrompue du fait des glissements de terrain qui menacent dangereusement les réseaux de transport d'électricité. Deux ravins visibles respectivement au quartier Mayanga dans le 8^e arrondissement 8, Madibou, et près de la cité Don Bosco dans l'arrondissement 9, Djiri, pourraient priver Brazzaville de l'électricité venant de Kinshasa et d'Imboulou. «L'érosion est pratiquement à deux mètres du pylône suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues depuis le début du mois de mars. Il faut craindre que Brazzaville soit privée d'électricité si des dispositions particulières ne sont pas prises», s'est inquiété le directeur général adjoint de la SNE, chargé de la production et du transport, Léon Ibovi qui a visité les installations menacées en compagnie du directeur général, Louis Kanoha Elenga.

Page 9



La délégation de la SNE visitant l'érosion de Mayanga qui est à 2m du pylône ; crédit photo Adiac

CONCOURS DE BEAUTÉ

Sylvie Fouzing élue Miss Mama Kilo 2014

La Camerounaise Sylvie Fouzing, âgée de 39 ans, 160 kg, a été élue reine de beauté de la 6^e édition de l'élection Miss Mama Kilo réservée aux femmes qui ont un poids corporel important.

Page 15

ÉCHANGES ÉCONOMIQUES

Des entreprises françaises prospectent le marché congolais

Près d'une quinzaine d'entreprises françaises ont effectué, du 24 au 28 mars à Brazzaville, une mission en vue d'inspecter des nouvelles opportunités d'échanges dans différents secteurs d'activités.

Initiée par la «Maison de l'Afrique» en collaboration avec la Chambre de commerce, d'industrie, d'agriculture et des métiers de Brazzaville, la mission qui a conféré avec des membres du gouvernement ainsi que des chefs d'entreprises congolais fait partie des rencontres à caractère économique et commercial, amorcées en février 2012 lors de la visite du chef de l'État congolais en France.

La mission s'est déroulée dans un contexte favorable pour les échanges entre le Congo et la France considérée comme le principal fournisseur du pays, mais aussi le premier investisseur étranger en République du Congo.

ÉDITORIAL

Priorité

Quelles que soient les décisions qui seront prises dans les deux prochaines années concernant les institutions et la gouvernance dans notre pays, il reviendra au peuple congolais d'approuver ou de rejeter en dernier ressort les propositions qui lui seront faites. Qu'on le veuille ou non, ce sont donc les citoyens qui auront le dernier mot dans la quête de la modernité que beaucoup d'entre nous jugent indispensable pour asseoir sur des bases solides l'avenir de notre nation.

Si ce raisonnement est juste – et tout indique qu'il l'est –, le progrès social deviendra dans les prochains mois une priorité absolue de l'action gouvernementale. Considérées jusqu'à présent comme une sorte de luxe au regard de la construction des grandes infrastructures et de l'affirmation de la sécurité intérieure, les réformes concernant la santé, l'éducation, l'alimentation, l'environnement s'imposeront comme la clé de l'acceptation par la société congolaise des indispensables réformes institutionnelles.

De deux choses l'une, en effet : ou bien l'élévation du niveau de vie à laquelle tous les citoyens aspirent se confirme et l'opinion publique se ralliera majoritairement aux réformes proposées par le pouvoir en place ; ou bien elle restera un idéal inaccessible pour le plus grand nombre, et les bureaux de vote resteront déserts le jour où les citoyens seront appelés à voter. Dans le premier cas, les réformes institutionnelles recevront l'aval du plus grand nombre ; dans le second cas, leur rejet marquera le début d'une fronde que les autorités devront gérer en position difficile.

Dans le même temps, par conséquent, où se développe chez nous, à juste titre il faut le dire, une réflexion de fond sur l'adaptation de nos institutions aux exigences du monde moderne, il est indispensable d'ouvrir le vaste chantier visant à améliorer sensiblement les conditions de vie de chacun d'entre nous. Ne pas le faire serait proprement suicidaire pour ceux et celles qui brigueront demain les suffrages des électrices et des électeurs.

Prions donc pour que le bon sens l'emporte sur la faconde, le réalisme sur l'illusion.

Les Dépêches de Brazzaville

PARLEMENTS FRANCOPHONES

Brazzaville abritera la 22^e assemblée régionale Afrique

Le deuxième vice-président de l'Assemblée nationale, Sylvestre Ossiala, a fait cette annonce le 27 mars au cours d'une réunion avec les membres de la section Assemblée parlementaire de la francophonie (APF)-Congo, en vue de sensibiliser ses pairs sur la tenue de trois grandes rencontres dans la ville capitale

Ces trois rendez-vous prochains sont : la rencontre régionale Afrique ; la conférence parlementaire francophone sur les changements climatiques ; et la réunion de la commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles de l'APF internationale. Cette dernière regroupera les 80 pays membres de l'organisation. «*La diplomatie parlementaire a fait que le Congo abrite en avril et mai prochain, trois grandes réunions. Celle d'avril concerne la commission de l'éducation au niveau international de l'APF. Il fallait donc sensibiliser les camarades membres de cette commission sur la venue de la commission internationale de l'organisation*», a déclaré Sylvestre Ossiala.

Prévue du 26 au 27 mai, la régionale Afrique regroupera les présidents des parlements des pays membres de l'APF, afin de mener non seulement des réflexions sur les conflits et le rôle des constitutions dans le monde, mais également de promouvoir l'émergence économique à travers la dynamique parlementaire.

À cet effet, les participants, regroupés en atelier, se pencheront sur «les conflits et le fétichisme des constitutions». Ils échangeront également sur «un parlement fort pour un exécutif fort en vue de l'émergence économique». «*En examinant ces conflits, le point de la constitution n'était pas négligeable dans l'explication de ces crises. Les conflits existent de par le monde, pas seulement en Afrique, ainsi, le rôle des constitutions dans les conflits ne concerne pas seulement l'Afrique, raison pour laquelle au sein de l'APF le débat se pose en termes de conflits et de constitutions. Il ne s'agit pas seulement d'indexer l'Afrique, mais le monde. Il y a donc lieu de se poser la question sur ce que l'APF propose à ce sujet*», a signifié le deuxième vice-

président de l'Assemblée nationale.

Une conférence sur les changements climatiques

La conférence parlementaire francophone sur les changements climatiques, qui se tiendra le 28 mai, permettra aux parlementaires venus de



Les parlementaires

divers horizons de discuter sur les enjeux de la conférence «Paris climat 2015», qui réunira les pays membres de l'Organisation des Nations unies. Ces assises aboutiront à un accord des 195 États membres, afin de créer un nouveau régime climatique. L'objectif de la conférence serait en effet de dépasser les intérêts particuliers pour organiser une réponse collective à une menace commune.

Plusieurs sujets seront développés à savoir : les projets de contribution déterminés au niveau national, ainsi que le travail national de préparation des engagements qui seront pris dans le cadre de l'accord de 2015.

Les participants discuteront également sur l'émergence économique à l'épreuve du changement climatique. Dans un contexte où le changement climatique peut réduire à néant les progrès accomplis vers la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire en Afrique, les négociations en cours sur cette question pourront renforcer les capacités d'adoption et permettre d'opter pour un développement économique sobre en carbone. Les participants visent également à attirer des investissements du secteur privé et apporter des retom-

bées bénéfiques pour les pays en développement.

En raison de cette situation, des solutions sont envisagées en vue de s'engager vers une croissance compatible avec des évolutions climatiques. Il s'agit, entre autres, de promouvoir la gestion durable des ressources natu-

relles ; de bâtir des infrastructures et des systèmes urbains durables ; d'intégrer le climat dans les stratégies de développement national en vue d'élaborer des stratégies nationales avec les domaines de l'énergie, des transports, de l'agriculture et de la protection des forêts. Les participants seront également très regardants sur le volet financier, notamment sur les financements nationaux et internationaux, les investissements du secteur privé, fonds verts et financements innovants.

Dans le cadre de la préparation de ces assises, le président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba a reçu en audience, le 28 mars à Brazzaville, le chargé des missions Afrique de l'APF, Christophe Lutundula Apala. Cet émissaire a également porté le message du président de l'Assemblée de la République démocratique du Congo, Aubin Minaku, sur la tenue à Bujumbura, au Burundi, de la conférence des présidents des Assemblées nationales et des sections Afrique de l'APF. Celle-ci devra entériner le choix des thèmes à débattre et décidera de l'ordre du jour de l'Assemblée régionale.

Josiane Mambou Loukoula

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)

Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétaire : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodialo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout
Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint : Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoula
Service Économie : Nancy France Loutoumba

(chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys
Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta, Durlly Emilia Gankama

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Méline Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolorma, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Marcel Myande, Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeja n°1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200
Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication : Rose-Marie Bouboutou
Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris

Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétaire : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga
Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia
Assistante de direction : Sylvia Addhas
Diffusion de Brazzaville : Guyche Molsignet, Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola
Service pré-presses et contrôle de qualité : Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba,

Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel
Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma
Assistante : Laura Ikambi
23, rue Vaneau - 75007 Paris - France
Tél. : (+33) 1 40 62 72 80
www.lagaleriescongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France) / 38 rue Vaneau 75007 Paris/Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

MOIS DE LA FEMME

Le CADD appelle les femmes à un sursaut

Les femmes du Comité d'action pour la défense de la démocratie (CADD) ont organisé le 29 mars, une conférence-débat aux allures d'un meeting en salle, à la mairie centrale de Brazzaville

Les échanges ont eu lieu autour du thème: «Rôle de la femme de la CADD, face à la situation politique nationale». Enthousiastes et déterminées, les milliers de femmes venues des neuf arrondissements de Brazzaville ont suivi avec intérêt le mot liminaire de Clémentine Mantina Moukietou. Ce discours introductif a posé les bases des échanges interactifs entre les femmes.

L'oratrice a présenté à l'auditoire toute la philosophie de la journée internationale de la femme et l'audience mondiale qu'elle a acquise. «L'institution par les Nations unies de la journée de la femme doit être comprise non seulement comme la reconnaissance du combat de toutes les femmes qui se sont mobilisées à travers le monde pour défendre leurs droits; mais surtout un gage pour nous permettre de perpétuer ce combat», a-t-elle déclaré.

Clémentine Mantina Moukietou a indiqué que le combat des femmes demeure encore entier parce que, a-t-elle insisté, on se demande si la femme elle-même a déjà pris conscience de sa place dans la société. L'oratrice s'est interrogée par ailleurs si les pou-

voirs publics prennent réellement en compte les revendications des femmes.

À cet effet, elle a précisé que les femmes n'orientent pas leur combat contre les hommes et devraient s'affirmer par le travail et la compétence. C'est ainsi qu'elle a rappelé à l'auditoire que «la création par le CADD en son sein du comité féminin comme structure d'affirmation de la femme témoigne de la place primordiale



Les femmes de la CADD avant la cérémonie

que cette instance occupe dans le combat politique».

Clémentine Mantina Moukietou a indiqué que la conférence-débat sur le rôle de la femme de la CADD face à la situation politique nationale constitue, a-t-elle dit, un déterminant qui devait permettre à la femme en général, et à celle du CADD, en particulier, de prendre toute sa place dans le processus démocratique congolais.

Les femmes du CADD ont invité leurs collègues engagées et offusquées par certaines pratiques des hommes politiques congolais de se lever pour dénoncer toutes les formes d'injustice et de discriminations faites à leur égard et à l'encontre des autres couches vulnérables. «Nous devons nous prononcer sur le climat politique de plus en plus délétère dans notre pays. Car, la femme congolaise n'a que trop souffert de l'égoïsme et de

l'égoïsme de sa classe politique», a-t-elle martelé.

Au cours des échanges, les femmes ont invité leurs collègues à un véritable sursaut féminin. Elles ont exhorté les autres à intégrer les ONG, les partis politiques ou tout autre groupement au sein desquels peuvent être défendus les droits et devoirs de l'être féminin.

Roger Ngombé

VIE DES PARTIS

Le PCT et l'UR évaluent leur accord de partenariat

Treize ans après la signature de l'accord de partenariat politique entre le Parti congolais du travail (PCT) et l'Union pour la République (UR), les deux partis ont eu une séance de travail, le 28 mars au siège provisoire du PCT à Brazzaville.

Celle-ci a permis d'évaluer, à mi-parcours, la mise en œuvre de ce contrat politique. Dans l'ensemble, a dit Benjamin Bounkoulou, président de l'UR, l'accord est bien exécuté. Il a, par ailleurs, déploré l'utilisation irrationnelle des cadres de son parti par le PCT, parti au pouvoir au Congo.

En vue de permettre désormais aux deux formations politiques de mieux suivre la mise en exécution des dispositions de ce contrat, les deux partis ont réactivé la cellule chargée du suivi et du contrôle de l'accord.

Cette structure, a dit le président de l'UR, devra rendre compte régulièrement aux exécutifs des deux formations politiques. Benjamin Bounkoulou a déclaré que sa formation politique est parmi les premiers partenaires politiques du PCT dès le retour au pouvoir du président Denis Sassou N'Guesso. En effet, a-t-il expliqué, pendant le règne du président Pas-



Benjamin Bounkoulou répondant aux questions de la presse

cal Lissouba, et suite aux dérives constatées, l'UR s'était résolue à sauver la démocratie congolaise. Elle avait mobilisé, en 1997, les forces politiques de l'opposition, du centre et de la société civile avec cette déclaration ouverte et mémorable de Benjamin Bounkoulou: «le poisson pourri toujours par la tête et la tête du pays, c'est le président de la République.»

R.Ng.

LE FAIT DU JOUR

Rivalités politiques et démocratie

En veilleuse depuis deux ans, l'arène politique du Congo-Brazzaville va entrer en ébullition dans quelques semaines, peut-être dans quelques mois. L'échéance future la plus proche concerne les élections locales pour lesquelles les opérations de recensement, loin de faire l'unanimité des acteurs en présence, poursuivent néanmoins leur petit bonhomme de chemin. D'ici là, cela va sans dire, les partis et les électeurs potentiels seront fixés sur les dates de ces rendez-vous essentiels à la vie des collectivités, temps par excellence d'apprentissage et d'exercice de la démocratie de proximité.

À l'évidence, on s'attend à la résurgence des rivalités anciennes révélées depuis l'avènement de la démocratie au Congo il y a deux décennies. Bien souvent, même entre alliés supposés, ces antagonismes se radicalisent autour des fiefs traditionnels de telle ou telle formation politique. Appelons les choses par leur nom en sillonnant les coins du Congo où, sur la foi de l'histoire récente de notre pays, les batailles électorales prenant appui sur la revendication de la terre natale du leader du parti en compétition ont laissé des empreintes.

Cuvette : le Parti congolais du travail (PCT) et le Rassemblement pour la démocratie et le développement (RDD) avaient beau être en alliance depuis

quelques années, l'une et l'autre formation politique ne s'empêcheront pas, au cours des prochaines élections locales, d'œuvrer à ce que son escarcelle soit la mieux remplie. Ils ne l'ont pas moins expérimenté en 2012, notamment à Owando, le chef-lieu du département, laissant dire aux observateurs qu'en termes de fief, l'ex-Fort-Rousset, d'où viennent Marien Ngouabi et Yhombi-Opango, fondateurs respectifs des deux partis, ils se le partagent à tour de rôle. Sauf que pour le RDD qui en fit sa citadelle imprenable en 1992, il y a bien longtemps qu'il a perdu la main.

Pool : le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral avait longtemps vécu seul dans ce département. Pardon, il était talonné, mais de très loin, par l'UDR-Mwinda. Les deux poids lourds, Bernard Kolélas et André Milongo, géniteurs de ces partis n'étant plus de ce monde, le Pool et le sud de Brazzaville que régentaient naguère leurs formations ont lâché du lest : le Rassemblement citoyen de Claude Alphonse N'Silou accumule des conquêtes, le Conseil national des républicains de Frédéric Ntouni Bintsamou reste en embuscade, le Parti pour la sauvegarde des valeurs républicaines de Michel Mampouya continue de persévérer, la Dynamique républicaine pour la démocratie d'Hello Matson-Mapouya fait feu de tout bois. Il est sûr et certain que la passe

d'armes entre ces partis, pour certains frères au sein de la majorité présidentielle, pourrait être chaude.

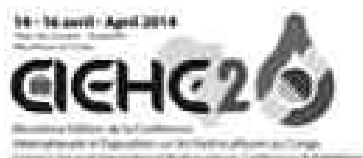
Niari : l'Union panafricaine pour la démocratie sociale n'est plus la seule maîtresse de maison ici, encore mois dans la Lékoumou, ou dans la Bouenza voisines. Mais le parti de Pascal Lissouba garde de solides assises dans ces trois départements au point de ne jamais sortir bredouille à chaque scrutin. Mais il fait désormais face à de plus en plus de candidats indépendants ou à des partis dissidents, alors même que le PCT est devenu son plus grand rival sur ces terres qu'elle considérait auparavant comme ses chasses gardées.

Pointe-Noire et Kouilou : de tous les partis en déliquescence après la disparition de leur fondateur, le Rassemblement pour la démocratie et le progrès social (RDPS) est peut-être le seul qui a su faire taire ses querelles intestines. L'instrument de combat de Jean-Pierre Thystère Tchicaya a refait son unité. Il devra pourtant concourir dans le Kouilou et à Pointe-Noire contre un rival tout à fait proche, le Mouvement action et renouveau (MAR) de Jean-Baptiste Tati-Louard. Les héritiers Bernard Mbatchi (RDPS) et Roland Bouiti-Viaudo (MAR) ne maqueront pas de se défendre avec opiniâtreté, comme ils l'ont souvent fait.

Plateaux : au regard du boycott prôné par certains ténors natifs de ce département, en l'occurrence Clément Mierassa du Parti social-démocrate congolais, Mathias Dzon de l'Union patriotique pour le renouveau national, André Nganguia Engambé, ancien candidat à la présidentielle de 2009 comme les deux autres, la rivalité pourrait connaître son point d'orgue à Ngo «la Boussole». Depuis toujours, l'Union patriotique pour la démocratie et le progrès d'Auguste-Célestin Gongarad-Nkoua et le Rassemblement des forces démocratiques de Joseph Mionko-Hondjuila n'ont jamais manqué la compétition. Ils monteront sans doute encore sur leurs ergots.

Toujours dans les Plateaux, l'Union des forces démocratiques de Charles-David Ganao n'abandonnera sans doute pas Djambala et ses environs ; le PCT ne se fera pas marcher sur les pieds dans cette partie du pays où, tout comme dans la Cuvette-Ouest, la Sangha et la Likouala, il se taille toujours la part du lion. Attention, d'éventuels candidats indépendants dans la Cuvette-Ouest annoncent qu'ils ne lésineront pas sur les moyens et prendront la place qui leur revient dans la compétition pour l'attribution de sièges dans les conseils départementaux. Pour dire qu'il y aura, partout, de la rivalité à faire oublier certaines consignes... démocratiquement!

Gankama N'Siah



CIEHC-2 : Deuxième Edition de la Conférence Internationale & Exposition sur les Hydrocarbures au Congo
14-16 Avril 2014, Brazzaville, République du Congo

«Valoriser de Nouvelles Ressources en Hydrocarbures et Renforcer les Infrastructures du Secteur de l'Aval Pétrolier pour Accompagner le Plan de Développement National 2012-2016»

Site web: www.ciehc.com

Communiqué de Presse

Le Gouvernement de la République du Congo, par le biais du Ministère des hydrocarbures de la République du Congo et en partenariat avec la Société AME Trade Ltd UK organisera du 14 au 16 avril, au Palais des Congrès de Brazzaville, la Deuxième Edition de la Conférence Internationale et Exposition sur les Hydrocarbures au Congo (CIEHC-2). Cet événement d'envergure internationale a pour thème principal: « Valoriser de nouvelles ressources en hydrocarbures et renforcer les infrastructures du secteur de l'aval pétrolier pour accompagner le Plan de Développement National 2012-2016 ».

La CIEHC-2 s'est donnée l'option de se tenir tous les deux ans. Et, au demeurant elle s'est déjà établie comme la plate forme de rencontre la plus importante de l'industrie des hydrocarbures dans la sphère du golfe de guinée.

De façon pratique la CIEHC-2 s'articulera autour de trois journées de présentations à caractère scientifique et technique, appuyées par des ateliers interactifs et suivies d'excursions touristiques.

Il convient de noter si opportunément, que la Première Edition de la CIEHC qui s'était tenue à Brazzaville du 4 au 6 octobre 2011 avait été un véritable succès avec la participation de plus de 500 participants, 51 intervenants et 27 exposants venant de 23 pays.

Ainsi, la République du Congo se détermine aujourd'hui comme acteur majeur de l'industrie des hydrocarbures en Afrique, et compte notamment parmi les cinq premiers pays producteurs.

A l'évidence, en participant à la CIEHC-2 vous aurez l'opportunité de découvrir les potentialités immenses que regorgent l'industrie congolaise des hydrocarbures, à savoir :

Découvrir le potentiel des zones profondes, pré-salifères, post-salifères et zones pétrolières profondes du Congo. L'exploration est en cours et des découvertes

encourageantes ont été faites.

Cependant, de nombreuses zones restent encore inexplorées. Les blocs pétroliers on shore dans le bassin de la cuvette congolaise existent, mais sont encore sans valorisation significative.

Apporter des solutions techniques pour la rénovation des champs pétroliers matures et des gisements à faibles rendements.

Les champs pétroliers matures à l'image de ceux des permis de Madingo Marine VI et Marine VII pourraient avoir une production plus prometteuse avec une technologie d'extraction plus pointue. Il existe un potentiel de développement des gisements marginaux avec l'utilisation de nouveaux procédés telles que la fracturation hydraulique dans les champs de Mengo-Bindi-Kundji, ou l'injection de vapeur dans le champs Emeraude.

Les compagnies de services permettent d'entreprendre d'autres opportunités allant de nouvelles découvertes à des projets de grande envergure tel que : Moho Nord où des investisseurs nouveaux et existants vont injecter 10 milliards de dollars USD, afin de produire l'équivalent de 140 000 barils par jour (bep/j) d'ici 2017. Récemment, une découverte d'hydrocarbures a été faite à Nene Marine I, faisant partie du permis Marine XIII ;

Le projet Lianzi, en cours de développement par différents partenaires, devrait connaître une production s'élevant à 46 000 bjp d'ici 2015, et l'investissement pourrait dépasser 2 milliards de dollars.

Les réserves du Congo en gaz sont estimées à plus de 100 milliards de mètres cubes. Cependant, de faibles quantités sont traduites en termes monétaires. Les projets destinés à valoriser les ressources de gaz au Congo sont représentés essentiellement à ce jour par la Centrale Electrique du Congo (CEC), qui utilise le

gaz des réserves pétrolières de Mboundi ; celles-ci permettront à terme de construire à Djeno une nouvelle centrale électrique d'une puissance de 300 à 450 MW. Ce projet sera davantage renforcé par le gaz devant provenir de l'exploitation des gisements du permis de Litchendjili.

Se familiariser avec le nouveau cadre juridique et fiscal du secteur pétrolier et gazier, dont les évolutions découlent d'une adaptation aux tendances actuelles de l'industrie mondiale des hydrocarbures, en remplacement du cadre en application depuis 1994 et qui connaît des insuffisances.

Les entreprises opératrices, ainsi que les experts et les consultants pourront également confronter leur point de vue sur la politique du Congo en matière de Contenu Local, la formation, le développement durable et la révision des textes sur l'hygiène, la sécurité industrielle et l'environnement.

Il sera porté aussi à la réflexion, les conditions possibles d'identification des projets de pétroles non conventionnels susceptibles de correspondre à la récupération d'entre 500 millions à 2,5 milliards de barils de réserves de sables bitumineux.

Explorer le secteur en aval de l'industrie du pétrole, y compris le projet d'une nouvelle raffinerie, avec de capacités nouvelles de stockage, de transport et de distribution des produits pétroliers.

Date: 30.01.2014

Pour toute information, veuillez contacter :
-Demande du Programme, Brochure et Inscription

Comité d'organisation
Email : ciehc@ametrade.org Tel : + 44 (0) 207 700 4949
-Demande partenariat média ou accréditation presse
Service Marketing
Email: patricia@ametrade.org Tel : +237 78 57 01 01 ou +242 06 858 96 59

Sous le Très haut-patronage de Son Excellence Monsieur Denis SASSOU N'GUESSO
Président de la République, Chef de l'Etat

Thème principal:



Valoriser de Nouvelles Ressources en Hydrocarbures et Renforcer les Infrastructures du Secteur de l'Aval pétrolier pour accompagner le Plan de Développement National 2012-2016

Deuxième Edition de la Conférence Internationale & Exposition sur les Hydrocarbures au Congo



14 – 16 Avril 2014

Palais des congrès, Brazzaville, République du Congo

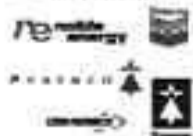
SPONSOR PRINCIPAL



SPONSOR PLATIN



SPONSORS OR



SPONSOR ARGENT



SPONSORS BRONZE



SPONSOR ASSOCIE



SPONSORS SESSION



ORGANISE PAR



Idées-forces, sujets en débat

Anecdotes, petites phrases, cris du cœur et coups de gueule meublent la vie de tous les jours. Cette rubrique se propose de sélectionner les idées les plus saillantes qui font la force des débats de société

□ «... nous devons reconnaître qu'en lançant le mouvement des souverainetés, la Russie elle-même a contribué à l'effondrement de l'Union soviétique. Et lorsque cet effondrement a été légalisé, tout le monde a oublié et la Crimée, et Sébastopol, base principale de la Flotte de la mer Noire.»

Vladimir Poutine, président de Russie, discours devant l'Assemblée nationale, Moscou, le 17 mars 2014

□ «Ce n'est pas seulement Sangaris et Misca qui pourront résoudre le problème. C'est les centrafricains eux-mêmes d'abord qui doivent se retrouver pour pouvoir discuter des problèmes de leur pays. Mais jusque-là, les décisions se prennent ailleurs. On impose tout au peuple centrafricain et ce peuple n'est jamais consulté.»

François Bozizé, ancien président de la Centrafrique, RFI, le 29 mars 2014

□ «Une condamnation est destinée à faire changer un criminel. La peine de mort ne fait changer personne et n'a aucun effet dissuasif sur la criminalité»

Mathias Chikawe, ministre tanzanien de la Justice, cité par Geneviève Garrigos, présidente d'Amnesty International France, Jeune Afrique, le 27 mars 2014

□ «Si l'abstention et le vote blanc sont des réponses à une offre politique inadéquate, donner une procuration à quelqu'un c'est dire, je suis satisfait de l'offre électorale, c'est le signe d'une surmobilisation électorale. La procuration facilite le vote de ceux qui sont déjà électoralement mobilisés mais pas le vote des abstentionnistes.»

Baptiste Coulmont, sociologue, maître de conférences à l'université Paris-VIII, Libération, 25 mars 2014

□ «Il y a encore un énorme déficit en termes d'infrastructures en Afrique. Il est temps pour nous de réformer nos politiques d'achat pour aller vers une certaine préférence nationale, et exiger des opérateurs étrangers qu'ils travaillent avec des PME locales»

Haruna Idrissu, ministre du Commerce du Ghana, Jeune Afrique, 18 mars 2014

VIE DES PARTIS

Les femmes du Must déterminées à augmenter leur représentativité

Les femmes de la fédération de Brazzaville du Mouvement pour l'unité, la solidarité et le travail (MUST) ont organisé le 28 mars une causerie-débat sur le thème «Pourquoi parler des droits des femmes». Il a été question de susciter une prise de conscience et d'envisager de nouvelles stratégies afin que les femmes soient suffisamment représentées à des postes de responsabilité.

«Le choix de ce thème vient nous conforter dans notre lutte pour la promotion du statut des femmes et de leur implication au processus de prise de décisions. Au Congo, malgré la consécration légale du principe de l'égalité juridique de l'homme et de la femme, la pratique quotidienne met en évidence la persistance des discriminations à l'égard des filles et femmes au plan légal auxquelles s'ajoutent les inégalités de fait», a déclaré le responsable des femmes du Must, Henriette Tsoko.

Le but de cette rencontre était de donner aux femmes les instruments nécessaires pour la réduction des inégalités et des disparités dans le domaine politique. Cette causerie-débat a également été l'occasion pour les militantes de ce parti de faire la rétrospective de leurs réalisations, en analysant les pesanteurs qui entravent la lutte des femmes au Congo.

«La lutte pour l'égalité des sexes et des droits, implique une forte mobilisation de la part des femmes et des actions collectives, concertées et soutenues par la volonté de changer l'ordre social actuel qui légitime les stéréotypes et les discriminations à l'égard de la femme. La solution passe par l'engagement de chaque femme, afin de bâtir des stratégies d'actions pour les générations futures», a déclaré le vice-président du Must, André Kamba.



Une vue des participantes

Les chiffres qui parlent

En effet, la sous représentativité persistante des femmes aux niveaux exécutif, législatif, judiciaire et politique constitue un malaise pour les militantes de cette formation politique. Ainsi, dans les conseils départementaux et communaux, sur 1028 conseillers, 204 femmes sont représentées. Au Parlement, on compte 23 femmes sur 211 députés et sénateurs, et enfin dans la gestion de proximité à Brazzaville, sur 84 chefs de quartiers, 3 femmes seulement sont représentées.

«Au sein des partis politiques, les femmes sont majoritaires et constituent la base de la mobilisation. Mais elles sont sous représentées dans les organes de direction, ce qui est un handicap pour leur carrière politique. Lorsqu'elles sont dans les organes de direction, elles sont souvent chargées des questions féminines, des affaires sociales ou de la solidarité, mais peu s'occupent des finances», s'est plainte Henriette Tsoko. Et le responsable des femmes d'ajouter: «Le système de quota dans la loi électorale en cours

depuis 2007, est foulé aux pieds par la plupart des dirigeants des partis politiques parce que la majorité des femmes ignore son existence ou n'a pas le courage de revendiquer son application. Pourtant cette loi fixe le quota des candidatures féminines à 15% aux élections législatives et sénatoriales et au moins 20% aux élections locales.»

En raison de cette situation, les femmes du Must ont décidé de vaincre la peur de briguer des postes réservés jusque-là aux hommes, car disent-elles, la faiblesse de revendications réduit le positionnement des femmes sur les listes électorales ainsi qu'aux postes nominatifs. À cet effet, elles ont recommandé que la Constitution, la loi électorale, la loi sur les partis politiques soient portées à la connaissance de toutes les femmes afin que soit banni l'amateurisme et que soit révisés les rôles et fonctions des hommes et des femmes dans les sphères de prise de décisions.

Notons que les conclusions de ces débats aideront le parti dans l'élaboration de ses futurs programmes d'activités.

Josiane Mambou Loukoula

COOPÉRATION CONGO-RUSSIE

L'oléoduc entre Pointe-Noire et Ouesso parmi les priorités

Le ministre de l'Aménagement du territoire et de la Délégation générale aux Grands travaux, Jean Jacques Bouya, l'a fait savoir à l'issue d'une séance de travail qu'il a eue avec une délégation de la Fédération de Russie conduite par son vice-ministre, Youri Sentyurin Petrovich.

Cette rencontre s'est soldée par la signature d'un accord entre la République du Congo et la Fédération de Russie en vue de la mise en place d'un cadre juridique requis pour développer cette coopération. «S'il y a un secteur sur lequel les travaux étaient suffisamment avancés, c'est celui de l'énergie. Nous avons un projet en commun avec les partenaires russes, la construction d'un pipe-line entre Pointe-Noire et la partie intérieure du Congo. Donc de Pointe-Noire à Brazzaville en allant jusqu'à Ouesso. C'est un projet important pour la conduite des produits pétroliers et nous avons créé les conditions pour la faisabilité de ce projet», a indiqué le ministre Jean Jacques Bouya. Les deux hommes ont également évoqué d'autres projets qui seront examinés lors de la grande Commission mixte de coopération entre les deux pays.celle-ci est prévue du 21 au 25 avril prochain à Moscou. «Depuis quelque temps nous travaillons avec la Fédé-

ration de Russie sur la mise en place de la prochaine réunion sur la Commission mixte, donc, il fallait passer en revue les secteurs sur lesquels nous pourrions travailler et effectivement le ministre de l'Énergie qui est en même temps coprésident de la Commission mixte entre la Russie et le Congo a eu à visiter l'ensemble des ministères pour se rendre compte des opportunités», a déclaré Jean Jacques Bouya. Et d'ajouter: «Nous pensons qu'aujourd'hui nous avons cerné l'ensemble des choses. Il s'agira de toiletter tout ce que nous avons avant depuis le début de nos relations en 1964 jusqu'à aujourd'hui et voir exactement ce qui a lieu de faire.»

Peu avant, cette rencontre, la même délégation, avait été reçue, par le président de la République, Denis Sassou N'Guesso. L'homme d'État russe qui s'est exprimé à l'issue de cet entretien a signifié que les deux pays entendent réactiver leurs mécanismes de coopération technique, économique et commerciale. En rappel, le Congo et la Russie ont noué leurs relations diplomatiques depuis mars 1964. Le Congo a bénéficié d'un appui multiforme de la Russie dans les secteurs de l'économie, de la science, de la formation, de la culture, du commerce et de l'industrie.

Guillaume Ondzé



INSCRIPTION

Téléphone : +242 06 913 81 45 | +242 06 992 04 91
E-mail : iprc@iprc-training.org / Site web: www.iprc-training.org
BP: 537 Brazzaville - République du Congo

DES FORMATIONS POUR BOOSTER VOTRE CARRIERE !

L'IPRC organise des séminaires de formation à Brazzaville, Pointe-Noire et Kinshasa suivant le programme ci-dessous. Pour les inscriptions et pour tous renseignements, contactez- nous aux numéros indiqués ci-dessus.

CODE	INTITULE DE LA FORMATION	DUREE	PERIODE
MDP01	Planification et Gestion des projets avec MS Project	10 jours	01 au 11 avril 2014
MDP13	Etude d'impact environnemental et social des projets	5 jours	07 au 11 avril 2014
BTP02	Assurer la fonction de conducteur de travaux	5 jours	14 au 18 avril 2014
GRH04	Outils de pilotage des Ressources Humaines	3 jours	15 au 17 avril 2014
GMP07	Gestion des contentieux dans l'exécution des contrats des marchés publics	4 jours	15 au 18 avril 2014
GMP04	Essentiel de la passation des marchés : rappel pour spécialistes, Chef de projets, Chefs de cellule de passation de marchés etc.	5 jours	21 au 25 avril 2014
BTP07	Maitriser le logiciel EPANET : dimensionnement des réseaux d'eau	5 jours	Nous contacter
BTP03	Dessiner avec Autocad 2D&3D : initiation	10 jours	Nous Contacter

PROMO VISA – DUBAI

Prix : 65.000FCFA (du 07 avril 2014 au 07 juillet 2014)

Kasstour Partenaire de Direct-Africa

Nos services :

- Vente des voitures toutes marques (neuves et occasions)
- Vente de pièces détachées à votre demande
- Agence de voyage (vente de billet d'avion de toutes destinations)
- Obtention de visa (Dubai, Chine, Afrique du sud etc.)
- Assistance à l'aéroport de Dubai
- Transport des marchandises (frets maritime et aérien)

Veuillez nous contactez à l'adresse suivante :

Brazzaville (croisement avenue de la paix, rue Mayama N° 84 Mougali)

Tél : 05 009 00 90/ 06 626 50 81 / 06 926 18 92

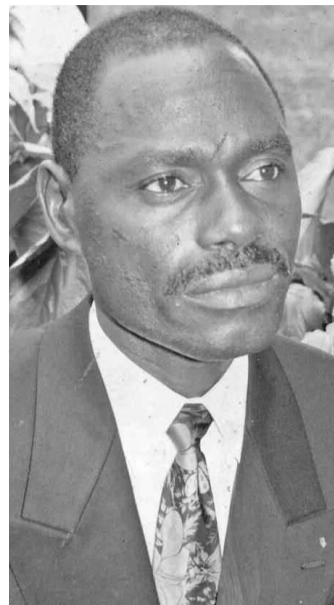
Email : directafricabzv@yahoo.fr, kasstour@yahoo.fr

Pointe-Noire 476 Boulevard Félix Tchicayas-OCH

Tél : 05 533 17 87/ 06 628 61 67

Email : directafricapnr@gmail.com

IN MEMORIAM



29 mars 2002 – 29 mars 2014
Voici aujourd'hui douze (12) ans que le Seigneur a rappelé à lui son humble serviteur, monsieur Foulambama Jean ancien agent de l'ASECNA.

En cette date mémorable faite de chagrin, d'émotion, de tristesse et de commisération son épouse Mme Foulambama née Ngassi Angélique et tous ses enfants Dimitri, Heidner-Davy, Angie des Anges, Christ, Melchi et Jean Prince prient tous ceux et toutes celles qui l'ont connu et aimé d'avoir une pensée pieuse pour lui.

Tout en rendant grâce à Dieu, que son âme bénie repose en paix et pour l'éternité.

SOCIETE NOBA Intérim et placement de personnel

La Société NOBA-Cabinet de recrutement vous propose :

La mise à disposition de personnel intérimaire ou permanent
La gestion administrative du personnel/sous-traitance :

- La gestion des recrutements,
- L'édition des contrats,
- Les déclarations auprès des différents organismes (ONEMO, CNSS...)
- Le calcul des charges salariales
- La gestion de paie.

Contact : Tél. : 01-077-75-03/06-873-20-30

18 avenue des Trois Martyrs, 2^e étage, Mougali, Brazzaville

E-mail : societe.noba@yahoo.com Site :

www.societenoba.com

Store OFIS



155.000
FCFA HT



Extension garantie
1 an
retour atelier

30.000 FCFA HT

#21 020 200

Initiation Bureautique

50.000 FCFA HT

#21 110 009

Ordinateur

Dell Optiplex GX755
Intel Core Duo
RAM : 1Go
Windows Original
Disque Dur 80Go
Garantie 90 jours

LibreOffice + Antivirus Microsoft
Offerts

• **Initiation Bureautique de base.**
Une demi journée de formation.

• **Extension de garantie 1 an retour Atelier.**
Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris d'écran, et hors support LOGICIEL.



Tél. 06 600 0000

CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

Tél. 01 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications

POINT D'ÉCHANGE INTERNET

Un atelier de renforcement des capacités s'ouvre aujourd'hui à Brazzaville

La Commission de l'Union africaine, en collaboration avec le ministère des Postes et Télécommunications et l'Internet Society, organisent du 31 mars au 4 avril, à Brazzaville, un atelier sur les aspects techniques de renforcement des capacités pour soutenir l'établissement du Point d'échanges Internet au Congo

L'atelier qui se tiendra dans la salle de conférence du projet CAB fait partie du projet de la Commission de l'Union africaine (CUA) sur le système d'échange Internet africain qui vise à établir des Points d'échanges Internet (IXPs) à travers l'Afrique. L'Internet Society a été sélectionné pour organiser les ateliers dans 30 États membres de la Commission de l'Union africaine, dans le cadre de la première phase du projet AXIS.

Le projet AXIS vise à garder le trafic de l'Internet africain au sein même du continent, en fournissant un renforcement des capacités et une assistance technique pour faciliter l'établissement des IXPs locaux. Une fois que les pays auront établi leurs propres IXPs, le trafic de l'Internet sera acheminé localement, réduisant ainsi

fournir une expérience utile à travers les travaux pratiques du laboratoire virtuel mis à disposition des participants pour leur permettre d'ores et déjà de s'entraîner et de se familiariser avec la technologie et ses aspects techniques à l'image de ce qui va être déployé sur leur réseau et au Point d'échange Internet.

En août 2012, la Commission de l'Union africaine a signé un contrat avec l'Internet Society afin que ce dernier puisse animer les ateliers sur les meilleures pratiques pour soutenir l'établissement d'IXPs à travers l'Afrique. Ce projet est financé par le Fonds de l'infrastructure euro-africaine et le gouvernement du Luxembourg.

L'Internet Society est, en effet, la source indépendante et de confiance pour des informations et un leadership sur la question de l'Internet à travers le monde. Avec sa vision de principe et son fondement technologique, l'Institution travaille pour la promotion d'un dialogue ouvert sur la politique, la technologie et le développement de l'Internet parmi les utilisateurs, les compagnies, les gouvernements, et les autres organisations.

Cet atelier arrive à la suite de celui sur les meilleures pratiques des points d'échange Internet qui a été organisé à Brazzaville du 25 au 26 juillet 2013 dans le cadre du même projet. L'atelier avait alors débouché sur un consensus national vers l'établissement d'un Point d'échange Internet. Il faut rappeler que c'est en mai 2013 que le Congo procédait au lancement de son Point d'échange Internet, le premier qui est opérationnel dans la sous-région d'Afrique centrale.

Quentin Loubou

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ FINANCIÈRE

Le Gabac opte pour une nouvelle approche

Les assises organisées du 24 au 28 mars à Brazzaville par le Groupe d'action contre le blanchiment d'argent (Gabac), est une mise en œuvre de différentes stratégies. Celles-ci visent à rendre plus efficace l'action des acteurs congolais dans la lutte contre la criminalité financière

La formation assurée pendant cinq jours, avec l'appui de l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (Onudc) et le Centre canadien de recherche et d'appui à la gouvernance des organisations publiques (Cragop), a connu la participation des agents relevant du ministère de l'Économie, des Finances, de la Justice et de l'intérieur. Les organes de presse ont également été joints à ce groupe qui a réuni, finalement, plus de quatre-vingt participants. Dans l'optique d'apporter des améliorations à la stratégie sous régionale et nationale de lutte contre la criminalité économique, des discussions ont été engagées entre participants.

Il en ressort au niveau sous régional, la création d'un laboratoire scientifique, la création d'un registre des crédits ou Bureau de crédits, l'élaboration d'un manuel de procédures d'enquêtes (spécifique) l'introduction des modules de formation sur les enquêtes économiques dans les écoles de formation de la magistrature, de la police et de la gendarmerie. Sur le plan national, il se dégage la création des pôles spécialisés dans les juridictions, au sein de la police, de la gendarmerie et des organes de lutte contre les crimes économiques ; la mise en place d'un cadre de concertation entre les services de l'application de la loi et d'échanges des données informatiques ; l'ouvrage d'une équipe multidisciplinaire de lutte contre la criminalité économique et financière ; l'évaluation du niveau d'intégrité des nouveaux investisseurs étrangers. Autre recommandation, la création des organismes de sécurité corporative au sein des institutions bancaires permettant une meilleure collaboration avec les organismes de l'application de la loi.

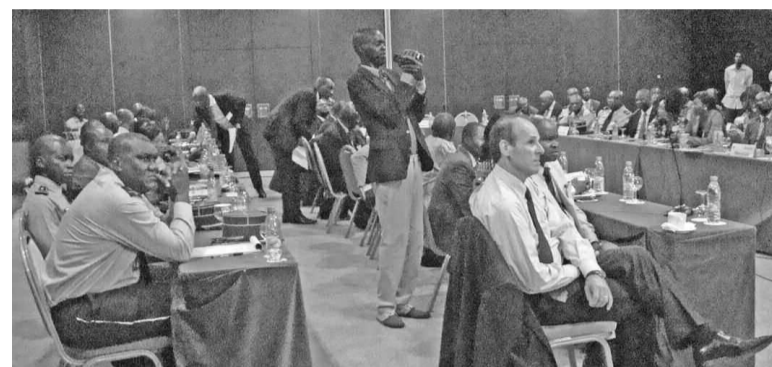
Le rôle de la presse dans ce processus

Les organisateurs du séminaire sur les techniques appliquées d'enquêtes financières ont jugé opportun d'associer quelques journalistes congolais comme c'était le cas au Cameroun. Il s'agit pour ces derniers de mieux cerner le phénomène du blanchiment de capitaux défini comme « tout argent acquis de manière illicite et ensuite mis dans le circuit pour apparaître sous une forme légale. » Ailleurs, 20 à 40% de revenus sont intégrés directement dans l'économie de cette manière-là.

Aux journalistes de saisir ce message. Le blanchiment d'argent est au cœur de l'infiltration mafieuse. Il se résume en trois étapes : le placement, la dispersion et l'intégration. En effet, celui qui blanchit l'argent doit devenir insoupçonnable en ouvrant des comptes bancaires ou en créant aussi des activités génératrices de revenus. Généralement les journalistes qui traitent les informations sur le blanchiment d'argent ne maîtrisent pas le contexte. « On associe le blanchiment d'argent au seul détournement de fonds et à la seule corruption. Il fallait que je donne les moyens aux journalistes, pour leur dire qu'il n'y a pas que

a reconnu des différences dans la manière de gérer les enquêtes financières. Certes, la législation étant différente d'un pays à un autre. « On veut que les choses changent car la police est toujours indexée comparée aux autres administrations. Mais c'est aussi un problème de manque de formation », a dit un officier de police judiciaire chargé d'enquêtes financières.

S'agissant par exemple de la question de garde à vue, la police du Congo va vite en besogne, avant même d'avoir rassemblé les preuves autour du sujet arrêté. Une méthode différente de celle du Canada où les enquêtes sont



Les participants au séminaire

ces seuls faits qui aboutissent à un détournement de capitaux», a relevé le secrétaire général du Gabac, Desirée Geoffrey Mbock.

Outre les généralités, les journalistes ont le devoir de comprendre les procédures ayant abouti à des conclusions de condamnation ou de libération d'un suspect. Ils devraient avoir en tête le mécanisme du back office. En s'imprégnant des différents concepts qui ont été dispensés au cours du séminaire, le SP du Gabac a permis aux journalistes de jouer leur rôle d'interpeller et alerter la société. Les journalistes qui ont salué l'initiative ont souhaité qu'il soit permis à la presse congolaise d'accéder aux sources. « C'est là tout le problème de la presse congolaise. Il faut se faire violence, généralement ce n'est pas facile dans notre cas où les portes des administrations sont fermées. Ce sont des séminaires qui viennent nous apporter des connaissances dans la démarche à adopter pour ce genre de sujet. Le chemin est long mais il ne faut pas baisser les bras », a souligné un journaliste. Un autre par contre a souhaité que l'on mette l'accent sur des techniques d'investigations. « Le vrai journalisme d'investigation obéit à des règles et nécessite une formation solide avec un réseau composé de personnes sûres », a-t-il déduit.

La police judiciaire reconnaît ses failles

Le séminaire a été un gain pour les différentes administrations participantes. En l'occurrence, la police qui

menées avant d'interpeller la personne. Un autre problème évoqué, celui relatif aux auditions. « On n'a pas aussi de protocole d'audition, c'est aussi un détail important sur lequel on devrait en discuter au sein de la police ».

Une autre préoccupation soulevée, jusque-là, la police ne détient pas de base de données lui permettant de travailler en synergie. Les informations existent mais de manière éparse. Alors qu'en engageant une enquête de fraude financière, elle a besoin d'information sur la personne, sur ces mouvements financiers. Par conséquent, les présumés sont envoyés au niveau du parquet avec moins d'éléments informatifs sur eux. En ayant une base de données avec les collègues d'autres administrations, cela permet d'être plus rapide dans la recherche des preuves et aussi dans le travail. « Le travail ne doit pas seulement être un travail de répression, nous pouvons aussi procéder par prévention. Lorsqu'un congolais veut démarrer une activité, on demande l'enquête de moralité, mais lorsqu'il s'agit d'un étranger, on devrait procéder de la même manière », a reconnu un participant.

Inscrit dans le processus des missions assignées au Gabac, le séminaire organisé à Brazzaville n'est qu'un début. En effet, dans la perspective de sa continuité il est envisagé la tenue d'une même formation au Gabon.

Nancy France Loutoumba
et Durly Émilie Gankama



les coûts et incitant une croissance des distributions du contenu local de l'Internet.

En organisant le présent atelier technique qui réunira les experts du secteur des télécommunications au Congo venant de plusieurs horizons (ministère de tutelle, fournisseurs d'accès internet, opérateurs de contenus...), La Commission de l'Union africaine, le ministère des Postes et Télécommunications et l'Internet Society espèrent créer l'expertise locale requise pour soutenir les opérations et l'interconnexion des IXPs.

Ainsi, pendant cinq jours, l'atelier de formation technique devra

Store
OFIS



NOUVEAU
LENOVO Edge 72z
712 500 FCFA HT

Livré avec Windows 7 Pro 64



CONTACTEZ NOUS DES AUJOURD'HUI

info@ofis-store.com
www.ofis-store.com

OFIS
TRAINING
Center

• Initiation Bureautique de base pour la suite
MICROSOFT OFFICE 2013.
Une demi journée de formation.

• Extension de garantie 2 ans retour Atelier.
Selon conditions d'utilisation normales, hors casse matériel et bris
d'écran, et hors support LOGICIEL.

Tel: 01 600 0000

Agence de Pointe-Noire
319, Avenue Charles De Gaulle
Face à l'Hôtel Migitel

Agence de Brazzaville
Boulevard Sassou Nguesso Centre-Ville
Face au Ministère des Postes & Télécommunications



*ECAir rend hommage à
des figures féminines africaines du passé et du présent*



*Madame Fatima Beyina-Moussa,
Directeur Général d'ECAir,*

*a le plaisir de vous inviter à visiter l'exposition photos :
"Héroïnes et Femmes africaines d'exception"*

*qui se tient pendant tout le mois de mars
dans le nouveau terminal de l'aéroport Maya-Maya.*

Cordiale bienvenue.

*Veillez contacter Melle Samuella Madzengue au 00242 06 518 20 10
pour toute demande d'informations et de réservation*

DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Le PDARP bénéficie d'un financement additionnel sur 18 mois

Pour préparer la bonne exécution de cette phase additionnelle du projet, le gouvernement congolais a organisé, du 26 au 27 mars à Kinkala, dans le département du Pool, avec l'appui de la Banque mondiale, un atelier de remobilisation du PDARP, en vue de sensibiliser les chefs de projets et tous les autres acteurs impliqués à sa mise en œuvre efficiente et réussie

Une dizaine de thèmes, portant sur la mise en œuvre des composantes, les règles de sauvegarde environnementales et sociales, de passation de marchés et de gestion financière du projet, a été développé lors de cet atelier, qui s'est clôturé en travaux de groupe. L'occasion a permis aux participants d'approfondir des réflexions sur de nouvelles orientations du projet ; la synergie entre des composantes 2 et 3 du projet ; le management de la gestion financière de cette phase additionnelle. Une stratégie qui vise à consolider les acquis du PDARP 1 et envisager son éventuel renouvellement à l'issue de cette phase additionnelle.

Cette retraite dirigée par le directeur de cabinet du ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Jean Fulgence Mouanguou, a permis surtout aux techniciens de proposer des solutions plus concrètes à envisager, en tenant compte des défaillances observées dans l'exécution du PDARP 1. Au terme des travaux, les participants sont parvenus à quelques conclusions. Il s'agit, entre autres, de renforcer la collaboration entre le PDARP et les ministères techniques impliqués, à travers les services déconcentrés et décentralisés, notamment les directeurs départementaux et les conseils départementaux.

Dans le cadre de la construction des marchés communautaires, par exem-

ple, le PDARP devra dorénavant travailler de concert avec le ministère de la Construction et de l'urbanisme, lequel doit l'aider à concevoir les termes de référence. De même, les techniciens ont convenu sur le financement des micro-projets qui doit s'intégrer dans la politique agricole. L'objectif étant de garantir les chances du PDARP 2. «Le PDARP2 devrait se faire, à condition que le rendement des 18 prochains mois soient approuvés et acceptés aussi bien par le PDARP et la Banque mondiale. C'est donc cette unique condition qu'on pourra obtenir un PDARP II. On peut dire que c'est un acquis mais un acquis conditionné», a souligné le coordonnateur du PDARP, Isidore Ondoki.

1251 km de pistes agricoles ouvertes et 36 marchés communautaires

Exécuté entre 2008 et 2013, les résultats du PDARP 1 ont été appréciés et approuvés par le Congo et la Banque mondiale, qui financent ce projet à part égale. En effet, dans sa composante réhabilitation des pistes rurales, le PDARP a ouvert 1251 km de pistes dont 98 km de voie d'eau. Soit 10% du réseau routier national. Le programme a également construit 36 marchés communautaires sur l'ensemble du territoire national, contre une vingtaine prévus.

Firmin Oyé

ÉLECTRICITÉ

Certaines lignes de Brazzaville menacées par les érosions

La direction générale de la Société nationale d'électricité (SNE) conduite par son président du directoire, Louis Kanoha Elenga, qui a visité le 28 mars es deux ravins qui menacent dangereusement les pylônes à hauteur de Mayanga, dans le 8^e arrondissement de Brazzaville, Madibou, et au quartier Don Bosco (Massengo), dans le 9^e arrondissement, Djiri, évoque une catastrophe.

En effet, à Mayanga, l'érosion est à quelque 2m du pylône. Cette ligne alimente la ville à environ 50%, surtout les quartiers sud. «C'est un maillon fort du système électrique interconnecté national pour l'alimentation de la ville de Brazzaville. L'érosion est pratiquement à 2m du pylône suite aux pluies diluviennes qui se sont abattues depuis le mois de mars. Nous sommes venus constater cela avec le directeur général pour prendre des dispositions pratiques le plus urgemment possible. Il faut craindre que Brazzaville soit privée d'électricité si les dispositions particulières ne sont pas prises», a martelé Léon Ibovi, directeur général adjoint, chargé de la production et du transport à la SNE. Selon les riverains de cette érosion, c'est une société chinoise en charge d'installation des tuyaux de la Société nationale de distribution d'eau qui est à l'origine de cette catastrophe en devenir. Richard Samba est habitant de Mayanga: «C'est la dernière pluie qui a causé ces dégâts. C'est la dalle que les Chinois ont érigée sur l'avenue principale qui

est à l'origine de ces eaux qui, ne pouvant plus circuler normalement, ont pris la direction du pylône et de nos maisons».

Quant à la ligne électrique 30KV partant du poste de Djiri au nord de Brazzaville à celui de Moukondo, elle alimente le centre-ville de Brazzaville à travers le poste B situé dans

de pied à l'endroit des pouvoirs publics. «C'est une question difficile pour nous, nous sommes désespérés, on ne peut pas avoir une solution parce que ce sont des grands travaux qu'il faut engager. Il faut une société de travaux publics pour rapidement intervenir sur ce site. Sinon Brazzaville, et notamment le



Le ravin près de Don Bosco à Massengo

l'enceinte de la direction générale de SNE. «L'érosion progressive qui a commencé ici s'est accentuée et risque d'emporter ce pylône 30KV ici présent et nous allons perdre pratiquement, près de 15MW qui alimente une bonne partie du centre-ville si les moyens ne sont pas mis en œuvre», a ajouté Léon Ibovi.

La SNE qui a demandé l'expertise du Bureau de contrôle et des travaux publics n'est pas en mesure d'entreprendre des tels travaux qui nécessitent des moyens conséquents. Il s'agit notamment des travaux de confortation des socles des pylônes qui demandent une expertise spécialisée des sociétés. D'où cet appel

centre-ville, sera privée d'électricité si les pluies s'abattaient d'ici au mois d'avril. Nous sommes très inquiets, c'est pourquoi nous avons décidé de venir pour que les autorités et les populations soient informées de cette situation», a-t-il indiqué.

D'après la SNE, l'érosion de la Cité Don Bosco est causée par les occupations anarchiques, la présence humaine. Cela est causé, a expliqué Léon Ibovi, par le ruissellement des eaux, les maisons érigées, les écoulements des eaux qui tombent des toits et emportent tout le sable. La ligne 30KV date des années 80. Elle avait été érigée en 1985 pour aller au PK 45.

Parfait Wilfried Douniama







L'événement majeur du secteur IT en Afrique
1e Edition IT Forum Congo sur le Cloud/Sécurité/Mobilité & Internet
Le 27 mars 2014 à l'Hôtel Azur Le Gilbert's à Pointe Noire
Tél. : +242 06 98 68 91 E mail : contact@dsiclubcongo.com

ILS SONT ATTENDUS...



M. B. TICHA
RECHERCHE ET INNOVATION
MÉRIKA



Day MACILAYA
TOTAL
DSI



Guyen EMOGA
MICROSOFT
Directeur Afrique



Freddy TEMBE
NTN CONGO
CEO



Michel A. KAZAMA
IDN CONGO
General Manager



P. KIZORÉ
HIP
CC Afrique centrale



Patrick M'ONGO
Mehamoudi DIALLO
Présidence
Conseiller NTIC



M. A. ZANG-ATANGANA
MAZA
Directeur publication



M. A. ZANG-ATANGANA
MAZA
Directeur Groupe



Placé sous le haut patronage de Monsieur **Bruno Jean-Richard ITOUA, Ministre de la Recherche Scientifique et de l'Innovation Technologique**, l'IT Forum Congo vous offre un **panel important d'experts nationaux et internationaux** qui débattront sur des thèmes majeurs comme l'impact du Cloud sur les entreprises, la mobilité, l'Internet mobile, la sécurité ou encore les avantages des solutions en mode SaaS...

Plus d'une centaine de Directeurs des systèmes d'informations des entreprises et des administrations et d'IT managers congolais sont attendus à l'occasion de cet événement.










Sponsors et soutiens














UN RÉSEAU SANS ÉGAL POUR RELIER L'AFRIQUE AVEC LE RESTE DU MONDE



La plus jeune flotte, 200 vols quotidiens, 79 destinations sur 5 continents, 21 900 connexions sur le réseau Star Alliance, Récompensée par de prestigieux Awards.

Visit us at www.ethiopianairlines.com or call us Tel: 00242-222810766



le monde de l'informatique

Promotion spéciale

Ordinateurs portables **acer**

> **Acer Aspire E1-570**

Spécificités

- * Intel Core i5-3337U, Système Windows 8
- * 1.8 GHz with Turbo Boost up to 2.7 GHz
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD
- * 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **479.000** TTC

> **Acer Celeron (Rouge et Gris)**

Spécificités

- * Intel Celeron, Processor (2.2 GHz), Système d'exploitation Windows 7
- * 4 GB DDR3 Memory, 500 GB HDD, 15.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **265.000** TTC

> **Acer Aspire V5-131**

Spécificités

- * Intel Celeron
- * Système d'exploitation Windows 7
- * 2 GB DDR3 Memory, 320 GB HDD
- * 11.6" HD LED LCD, HD WEBCAM
- * French keyboard, DVD-Super Multi DL drive

Prix : **259.000** TTC

Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, City-center, Centre-ville, Brazzaville, République du CONGO
 Tel: 00242 05 381 34 34 / 06 881 34 34 - Courriel: info@terratech-cg.com - Web: www.terratech-cg.com

VIVA NET

Installez Internet + un routeur Wifi à

123.000 FCFA

Bénéficiez d'une Connexion Haut Débit

de 1 Mbps à partir de **30.000 FCFA**

Brazzaville : Avenue Alphonse Fondere, Immeuble C.N.S.S, 1er étage, Centre-ville, République du Congo
 Pointe-Noire : Avenue Charles De Gaulle, Centre-ville (en face de l'hôtel MIGITEL), République du Congo
 Téléphones : 00242 05 545 07 60/ 06 950 53 02/ 06 888 81 81
 Courriel : support@amc-telecom.com
 Web : www.amc-telecom.com

CENTRAFRIQUE

François Bozizé visé par le Conseil de sécurité de l'ONU

Les noms de l'ancien chef de l'État centrafricain et de son fils Jean-François figurent sur la liste des personnalités qui pourraient être sanctionnées par le conseil de sécurité des Nations unies. les Bozizé, père et fils, sont soupçonnés d'entretenir un lien avec les anti-balaka qui sèment la terreur à Bangui

L'Organisation Nations unies accuse l'ancien homme fort du pays de financer et d'organiser les milices anti-balaka, responsables de la violence en Centrafrique. Ces derniers sont désormais considérés comme des ennemis par la force africaine (Misca), et comme des obstacles à la paix. Les sanctions à l'encontre de François Bozizé et de son fils consistent en un gel des avoirs financiers et à une interdiction de voyager pour l'ancien président de Centrafrique et son fils ainsi que les autres personnes qui figurent sur la liste des membres de

l'ex-rébellion Séléka et des militaires anti-balaka.

Depuis le Cameroun son pays d'exil, François Bozizé a nié toute implication dans la crise qui secoue son pays. Il estime être la bête noire qu'on veut à tout prix écarter des prochaines élections prévues en 2015. «*Qu'on cesse de m'accuser par-ci, par-là. J'ai souffert de mon renversement et voilà que l'on m'accule, que l'on s'acharne sur moi. Non, non... Quand même ! Où est la justice dans cette affaire ? Qu'on me laisse tranquille ! La France ne peut pas se permettre de faire des choses de ce genre, dans la mesure où nous la considérons comme le grand arbitre dans la situation qui prévaut en République Centrafricaine ! Mais si elle se transforme en bourreau contre des innocents, là, les données sont faussées et la situation devient encore beaucoup plus difficile ! Le mal a été*

provoqué par la Séléka et Djotodia. Mais pas par Bozizé», a-t-il réagi.

Il a également donné son point de vue sur la poursuite de la violence en Centrafrique, et pense que seul le dialogue entre Centrafricains pourra mettre un terme à ce conflit. «*Ce n'est pas uniquement Sangaris et Misca qui pourront résoudre le problème. C'e sont les Centrafricains eux-mêmes d'abord, qui doivent se retrouver pour pouvoir discuter du problème de leur pays. Mais jusque-là, les décisions se prennent ailleurs. On impose tout au peuple centrafricain et ce peuple centrafricain n'est jamais consulté*».

La chute du régime de François Bozizé, survenue le 23 mars 2013 après le coup de force des rebelles Séléka a entraîné le pays dans le chaos. Tous les jours, de nombreux cas d'exaction sont signalés à travers le pays. Récent-

ment, dans la nuit du 27 au 28 mars, des inconnus ont tiré sur une foule rassemblée lors des funérailles dans le quartier PK5, majoritairement musulman, faisant neuf morts dont plusieurs enfants. Les hommes armés ont lancé des grenades avant de tirer à la kalachnikov sur la foule rassemblée. Ce quartier commercial et majoritairement musulman est la cible d'attaques répétées ces derniers jours de pillards et de miliciens anti-balaka qui tentent d'y pénétrer.

Pour tenter de calmer les esprits, l'actuelle ministre de la Communication et de la Réconciliation, Antoinette Montaigne, s'est rendue le 28 mars à la grande mosquée pour une prière en compagnie des musulmans. Elle leur a demandé de ne pas quitter Bangui malgré la pression des anti-balaka. «*Je suis venue à la grande mosquée, parce que cette semaine depuis le 24 mars, nous*

avons lancé la grande semaine de prières, pour apaiser les esprits et les cœurs, en vue de la réconciliation nationale. Et donc aujourd'hui, je suis venue naturellement à la grande mosquée de Bangui pour fraterniser avec nos frères musulmans qui ont peur à cause de tout ce qui s'est passé dans le pays. J'ai réussi à les convaincre de rester dans leur pays», a-t-elle déclaré.

Un geste salué par les deux imams du PK5. «*On est content, mais on attend quelque chose de plus important, qui est la sécurité. On nous attaque de partout. Que nous soyons des musulmans ou des chrétiens, il faut que tout le monde se sente en sécurité dans ce pays.*»

Dans la foulée, la ministre de la communication a invité les imams à participer à leur tour à la prière œcuménique qui a été organisée dimanche à la cathédrale.

Yvette Reine Nzaba

ALLIANCE ATLANTIQUE

Jens Stoltenberg nommé secrétaire général de l'Otan

L'ex-Premier ministre norvégien qui succèdera au Danois Anders Fogh Rasmussen, a été nommé le 28 mars par les ambassadeurs des 28 pays membres

«*Cet après-midi, le Conseil de l'Atlantique Nord a décidé de nommer M. Jens Stoltenberg comme secrétaire général de l'Otan et président du Conseil de l'Atlantique Nord*», stipule un communiqué de l'Alliance. Le nouveau secrétaire général de l'Otan avait reçu le soutien des dirigeants des principaux pays de l'alliance, au premier rang desquels se trouvent les États-Unis, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Plusieurs noms avaient été auparavant cités, dont celui du ministre polonais des Af-

aires étrangères, Radoslaw Sikorski, ou le ministre belge de la Défense, Pieter De Crem.

En effet, les dirigeants des plus grands des 28 pays de l'Otan, dont le président Barack Obama et les Européens Angela Merkel, François Hollande et David Cameron, avaient approuvé ce choix au cours des dernières semaines. «*L'expérience gouvernementale et internationale de M. Stoltenberg représente un atout précieux pour l'Otan en particulier dans le contexte actuel de tensions liées à la crise ukrainienne*», a estimé le président français, François Hollande.

Les États-Unis ont salué un «*dirigeant expérimenté qui a fait preuve de son engagement en faveur de l'Al-*

liance atlantique». Pour le président américain, l'Otan «*reste l'alliance la plus forte et la plus efficace de l'histoire de l'humanité*». Il a rappelé que son pays était tenu par l'article 5 du Traité de l'Otan qui comporte «*une obligation solennelle de se défendre l'un l'autre*».

Jens Stoltenberg, 55 ans, prendra son poste le 1er octobre, après le sommet de l'Organisation traité de l'Atlantique Nord prévu les 4 et 5 septembre prochain au pays de Galles. Le chef du Parti travailliste norvégien a dirigé le gouvernement de son pays pendant près de dix ans, avant d'être battu aux élections législatives de septembre 2013.

Y.R.NZ.

APE

L'UE en consultation à Madagascar

Une délégation de la direction générale du commerce de la Commission européenne séjourne à Madagascar du 25 au 28 mars, avec pour objectif d'effectuer un suivi de la mise en œuvre de l'Accord de partenariat économique intérimaire (APE-I) signé en août 2009 par Madagascar, Maurice, les Seychelles et le Zimbabwe. L'Union européenne (UE) attache une grande importance à une bonne dissémination des informations relatives à l'APE-I, en particulier vers le sec-

teur privé. Les deux membres de la délégation européenne, Lucia Balogova et David Yim, rencontrent le secteur public et le secteur privé en vue d'échanges et de séances de travail.

Un atelier d'information a été organisé le 26 mars à la chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo afin de permettre au secteur privé de s'informer davantage sur l'APE-I. La diminution effective des tarifs douaniers pour certaines matières premières et biens intermé-

diaires en provenance d'Europe depuis le 1er janvier 2014 ainsi que les possibilités d'appui technique et financier de l'UE seront également abordées durant cette mission, dont le programme d'appui à l'emploi et à l'intégration régionale d'un montant de 8 millions d'euros qui va démarrer au deuxième semestre 2014. Par ailleurs, les quatre pays signataires vont bénéficier du onzième Fonds européen de développement.

Noël Ndong

BRUXELLES

Les Congolais se mobilisent pour l'arrivée de leur président



L'ambassadeur du Congo en Belgique arbore une casquette aux couleurs du Congo ©Adiac

À l'avant veille de l'arrivée du président Denis Sassou N'Guesso sur le sol belge pour le sommet Union européenne-Afrique, la colonie congolaise de Belgique s'est retrouvée autour de l'ambassadeur Roger Julien Menga, d'Édith Itoua, conseillère à la présidence en charge des Congolais de l'étranger et du colonel Elengoua, chargé des voyages officiels du président. Objectif de l'opération : mettre la touche finale à leur mobilisation pour l'accueil du chef de l'État. Une cinquantaine de Congolais de Belgique se sont pressés à l'ambassade du Congo, vendredi 28 mars au soir, afin d'organiser la mobilisation et réserver au chef de l'État un meilleur accueil. T-shirts, drapelets, casquettes, banderoles..., tout est prêt. Un défi que la communauté de Belgique veut relever avec

un regard du côté de leurs compatriotes de Paris avec qui ils ont l'habitude de se mesurer. L'arrivée du président en Belgique est pour un test.

Pour ce faire, un service de navette de bus a été mis en place par l'ambassade afin de permettre aux Congolais de Belgique d'aller accueillir leur président à l'aéroport militaire de Melsbroek. «*Le président qui est un officier de l'armée aime l'ordre. Montrons-lui que nous sommes ordonnés*», a recommandé l'ambassadeur du Congo en Belgique à sa colonie.

Parmi les Congolais présents à cette rencontre, on peut citer Antoine N'Zoloma, vainqueur avec son équipe de la médaille d'or de football aux premiers Jeux africains de 1965.

Rose-Marie Bouboutou



Le cabinet de compétences Professionnelles 3G Services Organise à Brazzaville du **21 au 25 Avril un séminaire de recyclage détaillée et approfondie sur la comptabilité générale, analytique et budgétaire** avec **SAGE**.

Orateur : Comptable et Consultant International de SAGE.

Public concerné : **Agents Comptables**.

Méthode : Alternance d'exposés et d'ateliers

Tel : 066865543/040218794/069555407

Adresse : 89 avenue de France poto-poto

Doté des centres d'examen Internationaux Prometric et Pearson Vue

à Brazzaville, et d'instructeurs Consultants, 3G Services Organise les Formations IT avec certifications internationales suivantes à Brazzaville:

1-MICROSOFT: MCTS Examen 70-640 Active Directory® Windows Server® 2008.

2-CISCO :CCNAX Routing and Switching (Routage et Commutation avec CISCO)

3-CISCO : CCNA Security (Sécurité du routage et de la commutation avec CISCO)

Debut : 25 Avril 2014, Durée : 2 mois et demi, Fréquence: 2 fois par semaine, Heure : 18H

« Prix promotionnels, Nombre de place très très limitées »



NOUVELLE PEUGEOT 301

NÉE DE 120 ANS D'EXPÉRIENCE AUTOMOBILE.



▶ **10.500.000** FCFA HTVA
* QUANTITÉ LIMITÉE

MOTION & EMOTION



PEUGEOT



Pointe-Noire : 13 Rue Côte Motève
Brazzaville : Bid Denis Sassou Nguesso
www.cfaomotors-congo.com
BP 1110 - Tél.: (242) 05 550 17 78 / 06 665 44 65
BP 247 - Tél.: (242) 05 504 93 33 / 06 665 14 38/39

**Pas de crédit ?
Garde le SOURIRE avec**

**WARID
SO-V-NGA**

Appelle maintenant, Paie plus tard.

Pour emprunter du crédit de communication :
Compose *1818*1# OK pour obtenir 100 FCFA de crédit.
Compose *1818*2# OK pour obtenir 200 FCFA de crédit.

Le crédit emprunté est remboursable à la prochaine recharge
Offre soumise à conditions.

www.waridtel.cg 04 400 01 23 ou 123

WARID
Passer à l'action

BUROTOP IRIS
www.burotop.com

hp
GOLD PARTNER

Ordinateur portable HP COMPAQ

- ▶ Processeur Intel Dual Core à 2.4 GHz
- ▶ Mémoire RAM 4 Go
- ▶ Disque dur de 500 Go
- ▶ Ecran panoramique 15.6"
- ▶ Garantie 1 an

+ 1 sac offert

225.000 FCFA * HT

Prix HT, paiement au comptant, ne concerne pas les clients à terme, dans la limite de 1 pièce par client.

BRAZZAVILLE: 4 Avenue FOCH, Centre ville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
POINTE-NOIRE: Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Tel: 04 453 53 53 - 06 958 87 88

CHINE/AFRIQUE

Les Africains favorables à l'augmentation des investissements chinois dans tous les secteurs

Une étude, menée par l'Institut d'éthique d'Afrique du Sud en collaboration avec Global Compact Network Kenya et publiée à Nairobi (Kenya), indique que la majorité des Africains sont plutôt satisfaits des investissements chinois sur le continent

Selon cette étude, la majorité des Africains estiment que les entreprises chinoises sont fiables et contribuent à la création d'emplois en Afrique ainsi qu'au développement du continent. Intitulée «La perception des Africains des entreprises chinoises en Afrique», cette étude, qui a été réalisée dans quinze pays africains, montre que la majorité des Africains se réjouissent de l'entrée en force de la Chine sur le continent. L'étude en question vise à four-

nir une base factuelle pour le dialogue entre les gouvernements africains et les entreprises chinoises sur leur implication sur le continent. Les investissements chinois en Afrique sont passés de 1,44 milliard de dollars à 2,52 milliards de dollars, et ont connu une croissance de 20,5% entre 2009 et 2013, selon le livre blanc sur la coopération économique et commerciale sino-africaine.

À ce jour, deux mille entreprises chinoises ont investi dans plus de cinquante pays et régions d'Afrique, couvrant des secteurs allant de l'agriculture traditionnelle à la finance, en passant par l'exploitation minière, la construction, le traitement des ressources, la fabrication industrielle, la lo-

gistique commerciale et l'immobilier. Les investissements chinois ont aussi aidé dans les soins médicaux, l'éducation et le secteur social, notamment la construction d'orphelinats.

La croissance s'étant accélérée, les entreprises africaines ont commencé à augmenter leurs investissements en Chine. Selon un spécialiste sud-africain des relations internationales, Scott Firsing, les entreprises chinoises implantées en sol africain jouent «un rôle crucial dans le développement des compétences et la création d'emplois».

Il estime que l'implication des entreprises chinoises dans le développement durable est un élément important qui permet de tirer vers le haut le statut social et

économique du continent.

Le président sénégalais, Macky Sall, a déclaré que l'Afrique a besoin d'investissements, «parce qu'elle a beaucoup souffert de son histoire et n'a pas bénéficié d'un mouvement d'investissements, comme l'Europe après la seconde Guerre mondiale à travers le Plan Marshall». Il pense que le plan lancé par le président chinois Xi Jinping en faveur de l'Afrique est un modèle pour les autres partenaires du continent. «L'Afrique est suffisamment mûre pour défendre ses intérêts dans le cadre de sa coopération avec la Chine», avait-il déclaré dans une interview, avant son voyage en Chine, en février 2014. Il a condamné les accusations por-

tées à l'encontre de ce pays, l'essentiel étant, selon lui, que la coopération entre la Chine et l'Afrique soit mutuellement bénéfique et que chacun puisse en tirer profit.

Les entreprises chinoises cherchent à explorer de nouveaux domaines d'investissement potentiels en Afrique. Le vice-ministre chinois du Commerce, Li Jinzao, a indiqué qu'avec le développement économique de l'Afrique et la bonne possibilité de coopération avec le gouvernement de son pays, les secteurs des finances, de la technologie et de l'électricité sont les nouveaux domaines qui vont attirer les investisseurs chinois, les secteurs de l'aéronautique et des services restant également à explorer.

Noël Ndong

Kwenda Vutuka Paris
by **AIRFRANCE**



6 VOLS PAR SEMAINE

PARIS 580 000 F CFA
à partir de TTC A/R'

www.airfrance.cg

* Au départ de Pointe-Noire. Offre disponible du 17/03/2014 au 15/04/2014. Envolez-vous à partir du 31/03/2014 pour un séjour de 7 jours à 1 mois. Dernier retour le 25/06/2014. Tarif toutes taxes comprises au 01/03/2014, hors frais de service, soumis à conditions et selon disponibilité. Renseignez-vous auprès d'Air France au (+242) 05 531 21 51 ou auprès de votre agence de voyages.





Assurances et Réassurances du Congo

Nous vous **accompagnons** pour tous vos **besoins** en **assurances.**

ASSURANCE AUTOMOBILE	ASSURANCE INDIVIDUELLE ACCIDENT
ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE	ASSURANCE TOUS RISQUES (Chantiers, Montages et Essais)
ASSURANCE MALADIE	ASSURANCE INCENDIE
ASSURANCE VOYAGE	ASSURANCE MULTI-RISQUES HABITATION
ASSURANCE TRANSPORT	ASSURANCE SCOLAIRE
ASSURANCE GLOBALE BANQUE	

ASSURANCE MULTI-RISQUES BUREAU
 Protégez votre entreprise dès maintenant!



partenaire du bien être de la femme

Dans le cadre de la Responsabilité Sociale d'Entreprise et à l'occasion du mois de mars reconnu comme le mois de La Femme, la Société AIRTEL Congo, toujours soucieuse d'être plus proche des communautés en général et de la femme en particulier, organise des activités sportives les samedi 22 et 29 mars 2014 grâce à son réseau DIVAS. Le sport est un phénomène universel qui existe sous des formes très diverses. C'est un divertissement, un plaisir physique et de l'esprit.

Airtel, le réseau qui nous unit offre deux week-ends de sport et de bien-être à toutes les femmes de Brazzaville au Stade annexe Alphonse MASSAMBA-DEBAT avec des Coaches professionnels, les samedi 22 et 29 mars 2014 à partir de 6 heures du matin. Au programme de nombreuses activités sportives entre autres : aérobic, danse contemporaine, fitness.....

En plus, des conseils diététiques et de santé seront dispensés par des professionnels.

A cet effet, AIRTEL invite les femmes à y prendre massivement part et à inviter des personnes de leur choix. La participation de toutes les femmes est prise en charge par AIRTEL Congo, le leader incontesté dans l'innovation.

A PROPOS DE BHARTI AIRTEL

Bharti Airtel Limited est l'une des plus grandes sociétés de télécommunications dans le monde avec des opérations dans 20 pays en Afrique et en Asie. Basée à New Delhi, en Inde, la société fait partie des quatre plus grands opérateurs de téléphonie mobile au monde en termes du nombre d'abonnés. En Inde, elle offre des services variés : notamment des services mobiles 2G et 3G, des lignes fixes, du haut débit ADSL, l'IPTV et le DTH, et des solutions pour entreprises et services nationaux et internationaux de longue distance aux opérateurs de téléphonie. Sur les autres marchés, elle fournit des services mobiles 2G et 3G, ainsi que le commerce mobile. Bharti Airtel comptait plus de 289 millions d'abonnés sur l'ensemble de ses marchés à la fin du mois de janvier 2014. Pour en savoir plus, consultez le site www.airtel.com



■ séance de fitness

6^e ÉDITION DE L'ÉLECTION MISS MAMA KILO

Sylvie Fouzing sacrée reine de la mensuration

Si sous d'autres cieux, les femmes à la taille fine sont les plus appréciées, en Afrique, les grosses femmes représentent l'idéal même de la beauté. Surtout si leur "arrière-train est proéminent". C'est ainsi que pour les valoriser, une élection dite "Mama Kilo" est organisée entre Brazzaville et Kinshasa. La sixième édition a eu lieu le vendredi 28 mars au Chapiteau Ben'tsi, à Mpila, cinquième arrondissement de Brazzaville

La présidente du comité d'organisation Rosine Asmekang et la marraine de l'événement, Mélicia Okemba, ont choisi le mois de mars, pour organiser cette compétition qui célèbre la femme au corps généreux, c'est-à-dire "Mama kilo". Cette femme qui pèse plus que toutes les autres parce qu'elle symbolise à la fois, la beauté, l'assurance et l'équilibre, dans un monde où les canons ne reconnaissent pas ce type de femme.



Les candidates lors de la quatrième sortie



Sylvie Fouzing



Mélicia Okemba et Rosine Asmekang

Ce concours vise aussi à décomplexer les Africaines qui pensent que seules les femmes minces et fines ont de la valeur. «Miss Mama Kilo imprime le rythme et rappelle la réalité physique de la femme africaine aimée et désirée par des Africains qui savent choisir. Et puis, après tout, sans faire offense à celles qui ne sont pas de la catégorie des Mama Kilo, nous pouvons répéter que les goûts et les couleurs ne se discutent pas ! Il y a tant de femmes et d'hommes qui aiment cette cérémonie et qui y participent avec cœur et

générosité.» Mélicia Okemba a déploré également le fait que la situation de la femme en Afrique reste préoccupante. Trop de femmes continuent de mourir suite à des violences conjugales, surtout dans les zones rurales et trop de jeunes filles abandonnent encore l'école dès le cycle secondaire.

16 candidates en lice

Très bien habillées, les seize candidates se sont présentées tour à tour en tenues de ville, africaine et de soirée. des six sorties, c'est la cinquième qui a ravi les spectateurs car

très mouvementée. Motif : le défilé des candidates avec un déhanchement au rythme de la musique de Baba Brazza, interprétant la chanson Apparraguachaa de Kingoli Authentique. Après six passages, un jury multinational (Congo, Cameroun, RDC, Centrafrique et France), présidé par Paulette Moyen, a rendu le verdict : Miss Mama Kilo, Sylvie Fouzing, 39 ans, 160 Kg. Camerounaise et commerçante, elle est mariée et mère d'un enfant. «Je suis tellement contente et ne sais pas trop comment exprimer ma joie. Ce soir, c'est vrai, je suis sortie miss, mais j'ai

un message pour mes coéquipières qui ne sont pas gagnantes. Même l'année prochaine, elles pourront gagner. Je remercie l'organisatrice Rosine Asmekang pour l'endurance et Mélicia Okemba pour tout ce qu'elle a fait pour nous pendant 6 mois. Je remercie le Congo pour l'accueil et l'hospitalité», a-t-elle déclaré juste après son sacre.

Entre temps, le classement se présente comme suit : 1^{ère} dauphine : Solange Louvila, RC, 158 kg originaire du Congo Brazzaville; 2^e dauphine : Philomène Bakambi, 48 ans, 140 kg, originaire de la RDC; 3^e dauphine : Dina Kavonga, 39 ans, 120 kg originaire de la RCA; 4^e dauphine Taty Matossa, 42 ans, 140 kg, originaire de la République du Congo; 5^e dauphine, Michou Yap, 30 ans, 101 kg, originaire du Cameroun; 6^e dauphine, Théthé Toumba, 37 ans, 125 kg, originaire de la République démocratique du Congo (RDC).

Quels cadeaux pour les lauréates?

La société d'aviation ECair a offert à la Miss et ses deux premières dauphines, les billets d'avion Brazzaville-Dubaï- Brazza. La fondation Privat Ndéké a offert, à la miss, une formation en coupe et couture, esthétique et coiffure, conduite, informatique, selon son choix. Cette formation peut se dérouler à Brazzaville, à Owando, à Oyo, toujours selon son choix. La fon-

datection promet également une voiture RAV4, un atelier de couture avec machines à coudre ou un salon de coiffure, au choix de la miss. Melokem Services Plus offre à la miss et à toutes les dauphines, un séjour à l'hôtel Alima palace. Monsieur et Madame Obili, offre à la miss et à toutes les dauphines, des pièces supers wax. La résidence Acacia offre un séjour de nuitées à la miss et à ses deux dauphines. La société Mécabel, a offert à la miss un bar d'une valeur d'un million de Fcfa. La société Congo Télécom a offert à la miss et à l'organisatrice, des appareils téléphoniques Huawei F201, un Smartphone le plus fin au monde.

La soirée a été agrémentée par les groupes Bana Brazza, le DJ Migo One, l'Araignée. Mais, il aurait fallu attendre la montée sur le podium de l'actuel chouchou des Congolais, Trésor Mvoula avec sa célèbre chanson "Vieux Thomas, , pour que les billets de banque sortent des poches. L'autre qui a fait monter l'applaudimètre de la soirée, c'est Nyoka Longo, le patron de l'orchestre Zaïko Langa-Langa Nkolo Mboka. Il a poussé plus d'un spectateur à danser ou à remuer les épaules. Il faut signaler que les chansons : l'Araignée, Vieux Thomas et Maman Sisca, ont toutes remporté un prix à la dernière édition des Tam-Tam d'or à Pointe-Noire.

Bruno Okokana



**SIEGE: AVENUE FELIX EBOUE, IMMEUBLE << LE 5 FEVRIER 1979 >> BP 2818
CENTRE VILLE - CONGO BRAZZAVILLE**

**AGENCE DE POINTE-NOIRE: ZONE PORT, 26; RUE SIKOU DOUME PRES DE
L'HOTEL LE FEZ BP 664- Tel: 06 668 11 53**

**AGENCE DE BRAZZAVILLE: ZONE DE FRET DE L'AEROPORT MAYA MAYA
BP 2318- TEL: 06 668 11 45**

COMMISSIONNAIRE EN DOUANE
COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT
CONSIGNATAIRE

AGRÉE CEMAC

geoworks-group.com

contact@geoworks-group.com



**Rotary International
Rotary Clubs de Brazzaville**



Appel à contribution des Rotary Clubs de Brazzaville au fonds de solidarité avec le peuple centrafricain

A l'occasion de la célébration de la journée de l'entente entre les peuples et du 109^e anniversaire du Rotary International, le 23 février 2014, les Rotary Clubs de Brazzaville ont lancé en présence de S.E Mme l'Ambassadeur de la RCA au Congo, Doyen du corps diplomatique, de S.E l'Ambassadeur, Chef de Délégation de l'Union Européenne au Congo et Mme la coordinatrice ai, du système des nations unies, un appel à contribution à un fonds de solidarité avec le peuple centrafricain, qui depuis plusieurs mois subit une crise humanitaire sans précédent.

Le compte bancaire dont les références sont ci-dessous indiquées a été ouvert à cet effet:

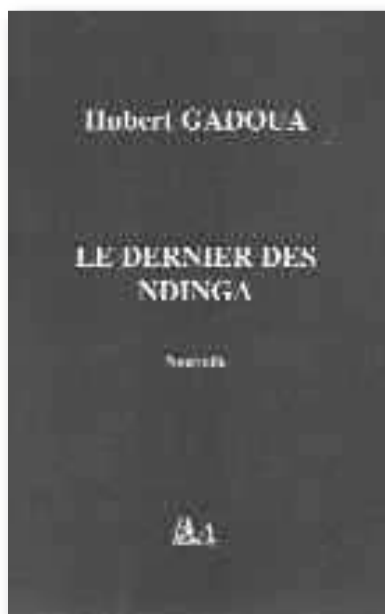
- INTITULE DE COMPTE :** SOS SOLIDARITE RCA
- CODE BANQUE :** 30014 (ECOBANK)
- CODE GUICHET :** 00001
- N° de compte :** 01405837501
- CLE RIB:** 86
- SWIFT CODE:** ECOC CGCG
- REF INIT:** 0010143505837501
- IBAN:** CG3930014 00001 01405837501 86

La campagne de mobilisation de ressources lancée le 23 février 2014 sera clôturée le 31 mars 2014. Les fonds collectés permettront d'acquérir des kits humanitaires en faveur du peuple de la République centrafricaine, qui seront livrés en collaboration avec le Rotary Club de Bangui.

Les Rotary Clubs de Brazzaville vous remercient d'avance pour votre geste de générosité.
Vive l'entente mondiale entre les peuples.

Contacts : + 242 06 666 89 86 / +242 05 551 27 88

EN VENTE À LA LIBRAIRIE "LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE"



CHRONIQUE

Il faut soutenir l'envol de Sheryl Gambo

Lorsqu'on écoute Sheryl Gambo chanter, une vive émotion nous pénètre, et surtout on se sent en droit de revendiquer la fierté et la légitimité d'un peuple lointain dont les chants d'antan sur les embarcations et autres champs de coton impulsèrent et influencèrent la grande majorité des genres musicaux : rumba, variété, salsa, rhythm and blues, soul, reggae, raga, jazz, bossa-nova, etc.

L'artiste en réalité n'est plus à présenter après son premier album, Lemoyassa, qui défraya la chronique, et de nombreux featurings, notamment avec un groupe d'amies, Les Divas, mais aussi avec Jacob Desvarieux, Passi, Fally Ipupa, Freddy Masmamba, Youssoupha, Tonton Ben et bien d'autres. Elle nous revient avec un second opus, Edy Tia Mboa – traduisons: «Ça se passe au pays». Il faut assurément l'encourager et lui assurer l'envol qu'elle mérite, car c'est une artiste talentueuse qui a de la créativité à revendre. Ne dit-on pas que la croissance est étroitement liée à la créativité? Avis aux décideurs...

Il est impossible et même inimaginable de demeurer insensible à ce qu'elle exprime, car elle s'adresse à toutes les tranches d'âge. Nous avons certes apprécié son premier album, dont des titres comme Essi dia ou encore Esali soni continuent de meubler les dance-floors et les hit parades, mais très honnêtement et sans fioriture aucune, Edy Tia Mboa mérite tous les détours, car Sheryl Gambo a su transformer ses premiers essais en coups de maître.

Il est difficile de ne recommander qu'un seul titre tant cet album parle à tous. Le titre Bara Tso est une salsa tellement entraînante, et le featurings avec l'artiste Freddy Masmamba lui ajoute une touche particulière. Parmi les featurings qui témoignent du pic de maturité que vient d'atteindre Sheryl, il y a aussi le titre ragga Binissa Loketo avec son compatriote Benji des Neg marron, emblème du très mythique Biso na Biso. On peut à loisir et sans se lasser, recommander Folie d'amour, un coupé décalé avec Pharaon, Nzambé avec l'excellente Oupta qui semble nous replonger dans La Nouvelle-Orléans des années 1980 où sévissait un certain Frankie Beverly avec son groupe Mazé. Et que dire de la version Ma Ngala d'Émile Oboa, ou, sans complexe, on croit percevoir des sonorités de guitare évoquant les inénarrables George Benson ou Jonathan Butler?

Franchement, lorsqu'on possède un objet d'art aussi précieux que Sheryl, on le protège jalousement certes, mais on doit tendre par tous les moyens à en faire profiter le plus grand nombre. Son style authentique et éclectique que certains qualifient de nu afrosoul ne laisse pas indifférent, et ce mélange enchanteur de mélodies traditionnelles du Nord-Congo avec des arrangements jazzy, funky, soul rappelle ses années de gospel au sein des chorales de Brazzaville, mais aussi qu'elle est accompagnée par un autre artiste prodigieux et bien du terroir congolais, l'arrangeur, bassiste et réalisateur Francky «Moulet» Mwélé auquel il faut tirer son chapeau.

La petite expérience acquise à la fin des années 1990, c'est à la faveur du Fespam qu'elle est révélée au grand public par de grandes performances. Puis le label Dee Soul In Town des frères Mondjo a permis son éclosion, notamment avec la production en 2008 de son premier opus qui lui a valu l'octroi de plusieurs trophées, dont des Tam-Tams d'or et une place de finaliste du Prix RFI en 2012.

Son grand talent lui est tout de même reconnu, car elle venait d'être honorée d'une distinction d'excellence des arts et des lettres au Fespam 2013 par le département de la Culture et des Arts pour sa contribution au rayonnement de la culture congolaise. Mais en fait, il en faut bien plus pour celle qui devrait porter très haut l'étendard de la musique congolaise, surtout si on a bien compris qu'on ne peut évoquer ni espérer de réel développement économique en marginalisant les artistes qui sont des créatifs en puissance, susceptibles de stimuler l'emploi s'ils sont convenablement soutenus.

Après Madagascar (2008), l'Allemagne (2009), le Sénégal (2010), le Brésil (2011), le Qatar (2013), elle n'est qu'au début d'un parcours que nous pronostiquons sans difficulté et grandiose à couper le souffle à condition qu'elle s'impose une certaine hygiène de vie qui commence par la persévérance et la patience et qu'unaniment nous la portions.

Ferréol-Constant-Patrick Gassackys

FRANCOPHONIE

Madagascar réintègre les instances de l'OIF

Sur proposition du Secrétaire général, le Conseil permanent de la francophonie (CPF) a adopté, le 28 mars à Paris, au cours de sa 91^{ème} session, une résolution pour lever la mesure de suspension de la participation de Madagascar aux instances de la Francophonie.

Cette suspension avait été décidée par une session extraordinaire du CPF en date du 2 avril 2009 et consécutive à la rupture de l'ordre constitutionnel qui avait conduit au transfert du pouvoir à une Haute autorité de transition. La réintégration de Madagascar est décidée à la suite de l'élection du président Hery Rajaonarimampianina, lors des scrutins des 25 octobre et 20 décembre 2013 qui ont également permis la mise en place d'une nouvelle assemblée nationale. Cette mesure permettra à l'OIF de reprendre la coopération suspendue depuis 2009 et redonner toute sa place au pays dans les instances de l'organisation.

«Lors de la visite du Président Hery Rajaonarimampianina au siège de l'OIF le 21 mars dernier, je me suis longuement entretenu avec lui des efforts qui doivent encore être consentis pour engager une nouvelle dynamique afin de restaurer la confiance des partenaires et de relancer la croissance. Je lui ai rappelé que la Francophonie est disposée à apporter son expertise en matière de dialogue et de réconciliation et qu'elle poursuivra son appui en faveur du renforcement des capacités des institutions malgaches», a précisé le secrétaire général de la Francophonie, Abdou Diouf, à la 91^e session du CPF.

«Nous devons rester aux côtés des acteurs politiques et de la société civile de Madagascar, dans cette phase encore délicate, pour contribuer à l'enracinement de la paix, de la démocratie et permettre le re-

tour au développement. C'est ce message que l'OIF portera avec force, auprès de ses partenaires internationaux à l'occasion de la 9^{ème} réunion du Groupe interna-

de la Feuille de route de sortie de crise, l'appui de l'OIF s'est traduit par une vingtaine d'actions concrètes en faveur du renforcement des capacités de



Abdou Diouf

tional de contact pour Madagascar qui se tient à Antananarivo», a-t-il déclaré.

L'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) compte 57 États et gouvernements membres et 20 observateurs. Présidée par Abdou Diouf, son secrétaire général, l'OIF joue, depuis 2009, aux côtés de ses partenaires internationaux, un rôle déterminant dans le processus de sortie de crise dans cet État membre, notamment en favorisant la mise en place des conditions nécessaires à la bonne tenue des élections présidentielles de 2013.

Depuis 2012, et avec l'adoption

la Commission électorale nationale indépendante pour la transition (CENI-T) et des acteurs du processus électoral.

L'OIF a particulièrement orienté ses actions en faveur de la consolidation du cadre juridique du processus électoral, de la révision des listes électorales, du secteur des médias ainsi que du renforcement des capacités et du déploiement des observateurs nationaux.

«Notre mission ne doit pas s'arrêter avec l'aboutissement du processus de sortie de crise et la restauration de l'ordre constitutionnel», a insisté Abdou Diouf.

La Rédaction

JOURNÉE MONDIALE DU THÉÂTRE

Les jeunes talents mis au-devant de la scène

La 52^e Journée mondiale du théâtre a été célébrée dans plusieurs villes à travers le monde. Brazzaville n'a pas dérogé à la règle et de jeunes talents, peu connus ou confirmés, ont pu investir les planches pour marquer cette journée avec faste

Cette année, le message de la Journée mondiale du théâtre a été écrit

«Nous, artistes des arènes et des scènes, nous conformons-nous aux demandes aseptisées du marché, ou saisissons-nous le pouvoir que nous avons pour ouvrir un espace dans les cœurs et les esprits de la société, rassembler les gens autour de nous, inspirer, émerveiller et informer et créer un monde d'espoir et de coopérations sincères ?»

par le dramaturge et metteur en scène sud-africain Brett Bailey, qui a souligné l'importance de cette expression dans la société humaine. D'après lui, dès qu'il y a société humaine, l'esprit irrésistible de la représentation se manifeste.

«Nous, artistes des arènes et des scènes, nous conformons-nous aux demandes aseptisées du marché, ou saisissons-nous le pouvoir que nous avons pour ouvrir un espace dans les cœurs et les esprits de la société, rassembler les gens autour de nous, inspirer, émerveiller et informer et créer un monde d'espoir et de coopé-

raisons sincères ?», s'est-il interrogé. Sur la scène de l'Institut français du Congo, le théâtre Negropolicongo des 3-Francis a proposé au public la pièce Le Pagne, un texte d'Alphonse Mafoua. Dans cette création, l'auteur examine les valeurs et

antiveurs qui jalonnent le chemin de l'ascension sociale dans la société d'aujourd'hui. Les troupes des lycées et collèges Lumumba, Savornan et Sacré-Coeur ont donné en première partie un un impromptu dans lequel ils ont fait montre d'un talent impressionnant.

Pour la petite histoire, c'est à Vienne en 1961, au cours du neuvième Congrès mondial de l'Institut international du théâtre (IIT), que sur la proposition d'Arvi Kivimaa, au nom du Centre finlandais, a été créée la Journée mondiale du théâtre. Depuis 1962, tous les 27 mars (date de l'ouverture de la saison du Théâtre des Nations à Paris), elle est célébrée par les centres nationaux de l'IIT qui existent actuellement dans une centaine de pays du monde ainsi que par les membres de la communauté théâtrale internationale.

Hermione Désirée Ngoma

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Le groupe parlementaire UDPS et alliés dit non

Les acteurs de l'opposition parlementaire dénoncent toute initiative tendant à maintenir le président Kabila au pouvoir au-delà de 2016.

En retrait depuis que le débat sur la révision de la Constitution a été lancé dans la classe politique, le groupe parlementaire UDPS et alliés ainsi que les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale viennent enfin de sortir de leur mutisme à travers une récente déclaration politique. Sans ambages, le groupe parlementaire UDPS que pilote le député Samy Badibanga et ses partenaires politiques ont dénoncé toute velléité visant le prolongement du mandat de Joseph Kabila à la tête du pays. Tout en exigeant la tenue sans condition de l'élection présidentielle en 2016, ce regroupement politique représenté notamment par l'UDPS, le MPCR, le MLP et le RCD-N/SET, entend barrer la route à toute possibilité de retouche de l'actuelle Constitution. Cette dernière, de son point de vue, ne pose aucun problème d'application et, de ce fait, le projet visant son changement par voie référendaire serait sans objet. Samy Badibanga et ses partenaires exigent, par conséquent, « le respect des échéances, de la durée et du nombre des mandats dans l'organisation des élections et ce conformément aux dispositions pertinentes reprises à l'article 220 de la Constitution ». Les modifications envisagées par les cadres de majorité



Samy Badibanga et ses partenaires politiques

présidentielle à l'image de l'élection des députés provinciaux au suffrage indirect au mépris de l'article 197 de la Constitution seraient, de l'avis de Samy Badibanga et de ses compères, un signe qui ne trompe pas sur leurs intentions de modifier la loi fondamentale.

Au regard de la gravité de toutes ces hypothèses et des menaces qu'elles font peser sur la paix, la démocratie et la stabilité tant au pays que dans la sous-région, l'UDPS et alliés appellent à la vigilance tous azimuts de la population. A la communauté internationale, il lui a été demandé de « prendre la gravité de la menace pour ne pas laisser place à une quelconque velléité de violation de droit et de la Constitution ». Plutôt que de chercher à faire de la résistance en montant des stratégies pour se perpétuer au pouvoir, la majorité au pouvoir est ainsi exhortée à « préparer l'alternance démocratique dans le respect des règles de l'art et de s'assurer une sortie honorable ».

A.D.

BRIGADE SPÉCIALE D'INTERVENTION

Un mandat de plus pour les casques bleus en RDC

L'une des grandes motivations qui sous-tendent cette décision du Conseil de sécurité tient aux dividendes engrangés par la Monusco dans son implication pour la cause de la paix à l'est de la RDC avec, à la clé, la débâcle du M23.

Le mandat de la Monusco vient d'être prorogé jusqu'au 31 mars 2015. C'est ce qui résulte des discussions amorcées en fin de semaine dernière par le Conseil de sécurité de l'ONU lesquelles discussions ont abouti à l'adoption de la résolution 2147. En faveur de celle-ci, les mandats de la Monusco et de la Brigade spéciale d'intervention évoluant sous sa coupe ont été renouvelés. L'une des grandes motivations qui sous-tendent cette décision tient aux dividendes engrangés par la Monusco dans son implication pour la cause de la paix à l'est de la RDC. Aujourd'hui, la majorité des membres du Conseil de sécurité ont reconnu l'impact positif de l'action de la Monusco via sa Brigade d'intervention dans le processus de stabilisation et de pacification de cette partie du pays. La débâcle du M23 constitue de ce point de vue l'un des grands succès à mettre à l'actif de la Brigade spéciale d'intervention de la Monusco. « Nous avons testé la Brigade d'intervention et elle fonctionne, nous espérons qu'elle pourra servir de modèle pour l'avenir si nécessaire », avait tenu à rassurer devant ses pairs l'ambassadeur de la France à l'ONU, Gérard Araud, cité par l'AFP. Grand défenseur de la RDC au Conseil de sécurité, ce diplomate français est parvenu à faire avaliser l'option de maintenir la présence onusienne en RDC qui a encore be-

soin de ses services d'autant plus qu'il existe encore d'autres foyers de tension alimentés par plusieurs groupes armés encore actifs notamment au Nord et Sud-Kivu et en province orientale. L'objectif de l'ONU est, cette fois-ci, d'éradiquer tous ces foyers de tension pour que l'est de la RDC retrouve une paix durable et définitive. D'où toute la batterie des recommandations faites à la Monusco dans la perspective d'accroître son efficacité sur le terrain. Il lui est notamment demandé de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer notamment la protection des civils, la neutralisation des groupes armés grâce à la Brigade d'intervention ainsi que la surveillance de la mise en œuvre de l'embargo sur les armes.

Plus que jamais, toutes les forces négatives qui empestent l'est de la RDC, en l'occurrence, les rebelles des Forces démocratiques de libération du Rwanda, l'Alliance des forces démocratiques, l'Armée de résistance du Seigneur, les Bakata-Katanga et les divers groupes Mai-Mai sont tenus à l'œil. Ordre leur est donné de mettre immédiatement fin à toutes les formes de violence et d'activités déstabilisatrices perpétrées dans la région. Sur la même lancée, l'ONU exige à ce que tous leurs membres et les enfants qui les accompagnent soient démobilisés de façon permanente. La Monusco est, par ailleurs, appelée à appuyer les efforts des autorités congolaises pour mettre en œuvre les réformes prévues par l'Accord-cadre d'Addis-Abeba pour stabiliser l'est du pays.

Alain Diasso

OPPOSITION

Roger Lumbala sur le point de regagner Kinshasa

Le leader du RCD/N est compté parmi les bénéficiaires de la loi d'amnistie pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions récemment promulguée par le chef de l'Etat Joseph Kabila.

Le président du Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD/N), Roger Lumbala, est sur le point de regagner le pays après avoir participé aux négociations de Kampala dans les rangs du M23. Dans les milieux de son parti politique, on se félicite de ce développement et tout est déjà mis en branle pour lui assurer un bon retour au pays. En fait, le leader du RCD/N est compté parmi les bénéficiaires de la loi d'amnistie pour faits insurrectionnels, faits de guerre et infractions récemment promulguée par le chef de l'Etat, Joseph Kabila. Roger Lumbala qui n'a pas participé à toutes les croisades meurtrières menées par ce mouvement rebelle est donc éligible à cette amnistie et espère, de ce fait, renouer avec ses activités politiques au pays. Il se déclare très serein et que son retour à Kinshasa lui permettra de se remettre au service de son pays qui a encore besoin de ses services. « Il y a beaucoup de choses à faire en RDC qu'à l'extérieur du pays », reconnaît-il. Après l'Ouganda où il a fait partie de



Roger Lumbala

la délégation du M23 aux pourparlers de Kampala en qualité de vice-président, Roger Lumbala séjournerait actuellement en Europe dans l'attente de son retour imminent. Prenant fait et cause pour son président dont il assure les arrières au pays, Moni Della, le secrétaire général du RCD/N a, dans une récente intervention médiatique, fait savoir que son mentor s'est retrouvé dans la délégation du M23 à Kampala comme simple participant sans être membre de ce mouvement armé. De

la même manière que Christian Badibangi et François Muamba (tous deux de l'opposition) se sont retrouvés dans la délégation gouvernementale à ces assises, Roger Lumbala s'est aussi accommodé à ce schéma sans pour autant renier son identité politique. Là-dessus, Moni Della espère que le ministre de l'Intérieur Richard Muyej lèvera sa décision de suspension du RCD/N qui n'a rien à voir, en tant que parti politique autonome, avec les activités menées par son leader à Kampala.

Moni Della explique que le RCD/N est un parti politique jouissant d'une personnalité juridique totalement différente de celle de Roger Lumbala pris comme individu.

Conséquence : l'on devrait autoriser ce parti politique de fonctionner et à son leader de reprendre la lutte pour la liberté, la démocratie et la justice qui constituent le socle de son idéal politique. Virtuel candidat à la présidentielle de 2016, à en croire Moni Della, Roger Lumbala regagne le pays au moment où son mandat de député lui a été retiré, sa chaîne de télévision fermée et son parti politique déserté par ses membres.

A.D.

CEFA/MONKOLE

Les gestionnaires des institutions hospitalières en formation

Les participants vont découvrir, au cours de ce séminaire, l'importance de la fonction commerciale au sein d'un centre hospitalier.

Environ une dizaine de gestionnaires des structures hospitalières de la ville de Kinshasa ont pris part, le 28 mars, au Centre de formation et d'appui sanitaire (Cefa) au séminaire portant sur la gestion de l'hôpital. Placé sur le thème : "Comment gérer le service vente (direction commerciale) dans une formation hospitalière", ce séminaire avait pour but de montrer l'importance de la fonction commerciale, appelée autrement "service ventes ou service clientèle" dans une structure hospitalière. Grâce à l'expertise de Jean-Joseph Mpiane Yoane, expert comptable, les participants ont été informés sur les principales techniques et stratégies commerciales utilisées ainsi que sur la place et l'organisation de ce service dans la structure générale de l'entreprise.

Les participants ont été éduqués sur le thème : "L'entreprise et son environnement" à travers la notion du marché, l'évaluation et l'extension du marché ainsi que le calcul de la pénétration de l'entreprise, la recherche des créneaux. Au cours de ce séminaire, ils ont également appris comment faire l'étude du marché à travers un schéma de procédure de réalisation d'une étude du marché et les différentes formes d'enquête, mais aussi la confection du questionnaire et les techniques

de sondage et la détermination de la taille de l'échantillon ainsi que la segmentation des marchés.

En outre, les délégués des institutions hospitalières ont été aussi éduqués sur l'analyse du comportement et les motivations qui leur ont permis d'étudier les comportements et les motivations du client, le phénomène de perception, la mémorisation, l'acte d'achat et les méthodes d'analyse de motivation. Ils ont aussi étudié les méthodes de prévisions des ventes à court terme via les principes de la prévision par l'analyse des séries chronologiques, la méthode de la moyenne mobile, la prévision de tendance par la méthode graphique ainsi que l'utilisation des techniques de prévision. Un accent particulier a été mis sur la politique commerciale de l'entreprise, en étudiant d'une part la stratégie des produits, la politique des prix, la politique publicitaire et la promotion des ventes et d'autre part, la distribution des produits ainsi que l'organisation commerciale. Le dernier volet du cours a porté sur la vente, notamment sur le contrôle de l'efficacité de la fonction commerciale.

À l'issue de ce séminaire, les participants pourront mettre en application, dans leurs différentes formations médicales, les principes généraux qui guident la gestion du "service ventes" ou "service clients" dont la place est prépondérante dans la vie de l'entreprise et pour lesquels elle a été créée.

Gypsie Oïssa Tambwe

ASSISTANCE

Chœur la Grace engagé dans le social et l'humanitaire

De la musique chorale aux actions en faveur des orphelins et démunis de Kinshasa et du Bas-Congo, il n'y a désormais qu'un pas pour l'ensemble Kinois qui inscrit dans sa nouvelle démarche la Soirée Malaïka du 1er avril à la maison de France.

La matinée du 1er avril, plus précisément à onze heures, Brigitte Yeret-zian, présidente de l'association Malaïka procédera à la pose de la première pierre de l'école Malaïka à Mitendi. Et le concert que le célèbre chœur de Kinshasa entend livrer en soirée, à 19 heures, à destination des

grandes personnalités de toutes les sphères de la société congolaise au cercle français est tout à la cause de sa nouvelle association. Cette dernière est née à la suite de la tournée de Chœur la Grace en juillet dernier lors de sa résidence de plus de trois semaines à Saint-Chamond. L'initiative a germé portée par les élans de cœur spontanés au moment de rencontres lors d'ateliers, concerts, animations dans des écoles et autres moments d'échanges culturels.

La soirée Malaïka devrait mettre un point d'honneur à l'actuelle mission

d'exploration de Brigitte Yeret-zian dans la ville. Présente à Kinshasa depuis le 8 mars, elle a pris langue avec bon nombre d'autorités du milieu de la présidence, des ministères, ambassades et responsables d'organisations internationales. Opérateurs culturels ainsi que chefs de diverses confessions religieuses, à savoir évêques, pasteurs et autres responsables d'Églises se sont également rencontrés avec elle. Par ailleurs, la visite de plusieurs écoles, centres, associations et hôpitaux de Kinshasa ont aussi occupé l'agenda de la présidente de l'association Malaïka.



Brigitte Yeret-zian lors de son passage à l'aumônerie protestante du Camp Kokolo

GOMA

Déo Rugwiza interpelle ses agents contre la corruption

Au cours d'une rencontre dans la capitale du Nord-Kivu, le patron de la Direction générale des douanes et accises (DGDA) a signifié que tout agent qui serait accusé de fraude, de détournement ou des tracasseries serait révoqué.

Le directeur général de la DGDA a annoncé aux agents et cadres de la région financière de Goma de sa détermination d'améliorer les conditions de travail et de vies de ses agents afin de rendre efficace la lutte engagée contre la corruption, la fraude, le détournement et les tracasseries. « La corruption vous avilit. Ayez le sens de l'honneur et de la dignité pour ne pas céder à la tentation », leur a-t-il exhorté, tout en les mettant en garde en ces termes : « Quiconque sera surpris dans ce genre de magouille, il n'y a pas d'autre sanction, c'est la révocation ».

Profitant de l'occasion, Deo Rugwiza Magera a invité les cadres et agents de la DGDA/Goma à l'application stricte de la procédure douanière et du plan d'action qui s'articule sur quatre axes,

à savoir l'amélioration de la mobilisation des recettes, la promotion du civisme fiscal, la lutte contre la fraude, la corruption et l'évasion fiscale et le renforcement des capacités.

Il a profité de son séjour à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu, pour rappeler les assignations budgétaires de cette entreprise au cours de cette année, lesquelles assignations s'élèvent à 2.456 milliards de FC (plus de 2,66 milliards de dollars américains), soit 50% de plus qu'en 2013. « Vous n'avez pas atteint les assignations l'année dernière. Pire que ça, vous avez réalisé en 2013 moins que ce que vous aviez réalisé en 2012. Ce qui est plus inquiétant d'ailleurs. Il n'y a pas de magie à réaliser les assignations. Il faut se conformer aux textes de loi et de règlement. Nous avons des instruments juridiques. Vous avez le Code de douane. Il faut le connaître. Il faut combattre la corruption, la fraude, le détournement, les tracasseries et l'impunité », leur a-t-il rappelé.

Gypsie Oïssa Tambwe

Contribuer au mieux-être

Tout spécialement, Brigitte Yeret-zian a marqué son passage à la maternité et au centre de néonatalogie destiné aux prématurés de l'hôpital général de Kinshasa. Sa générosité, nous apprend Ambroise Kuanzambi Toko, a été apprécié tant par les responsables que les mères présentes ce jour-là. Et de signaler que Brigitte bouclera son séjour dans le Bas-Congo les 2 et 3 avril, au terme de sa mission sera dressé un état des lieux quitte à permettre aux membres de Malaïka de cibler les actions conséquentes à mener dans un proche délai. La mu-

sique chorale a trouvé là son moyen, parmi tant d'autres, d'apporter sa contribution au mieux-être de sa société. Il est donc prévu à l'actif de son association le développement d'une série de projets à caractère social et humanitaire.

Malaïka a pour ambition d'aider à la scolarisation des enfants orphelins et démunis de la capitale et du Bas-Congo. L'initiative de la création de cette association humanitaire adoptée par plusieurs en France est marquée par l'adhésion de personnes de tout genre. À ce jour, l'association Malaïka bénéficie d'un soutien moral très significatif de certaines person-

nalités et élus de la région Rhone-Alpes aux alentours de Saint-Étienne. Le chef de chœur Ambroise Kuanzambi Toko a cité notamment François Rochebloine (député de la Loire), Otman El Harti (Conseiller régional-RhoneAlpes), Philippe Kizirian (Maire de Saint-Chamond), Hervé Reynauds et Marc Lassablière (Membres du Conseil général de la Loire), Emmanuel Mandou (Conseil municipal de Saint-Chamond), Roland Romeyer (président du club de foot De Saint-Étienne (ASSE)) et l'ex-international français, conseiller de l'ASSE Dominique Rocheteau.

Nioni Masela

EXPLOITATION DE L'OR

La RDC enregistre un manque à gagner de 35.000 USD par trimestre

Plus d'une trentaine des dragues exploitent illégalement de l'or depuis deux mois dans la rivière Ulindi à Mukenge, à soixante kilomètres au sud de Shabunda, dans la province du Sud-Kivu, sans autorisation officielle.

Le chef du ressort de la Dgrad (Direction générale des recettes administratives, domaniales et de participation), Eghe Bisimwa, a dénoncé cet état des choses le 26 mars à l'issue d'une mission officielle de recensement des exploitants semi-industriels de l'or à Mukenge, rapporte radiookapi.net. Avec l'utilisation des dragues, a-t-il indiqué,

les exploitants artisanaux ne peuvent plus travailler dans ce coin et sont ainsi réduits au chômage. La Dgrad Shabunda ne dispose d'aucune statistique sur la production de l'or à Mukenge. Les propriétaires des dragues y exploitent de l'or nuit et jour sans contrepartie, indique le chef du ressort de la Dgrad dans cette cité. Au total, Eghe Bisimwa évalue le manque à gagner à plus de 35.000 dollars américains par trimestre.

Au regard de cette situation le président de la Fédération des entreprises du Congo de Shabunda, Kansilembo

Musilwa, demande aux détenteurs des dragues de se faire enregistrer à la Dgrad, au Saescam ainsi qu'à la direction provinciale des recettes du Sud-Kivu, tout en manifestant son regret du fait que ces dragueurs ne respectent pas la procédure d'identification établie par les services de l'État. De son côté, l'administrateur du territoire de Shabunda a recommandé aux services d'assiettes, qu'au lieu de se plaindre, de faire plutôt la vulgarisation du Code minier auprès des propriétaires des ces dragues.

G.O.T.

ONU

La pollution de l'air à la base de décès de sept millions de personnes

Selon l'Organisation mondiale de la santé (ONU), la pollution de l'air est désormais le principal risque environnemental pour la santé dans le monde.

Près de sept millions de personnes sont décédées prématurément en 2012 à cause de l'exposition à la pollution de l'air. Les nouvelles études établissent même de liens entre la pollution de l'air à l'intérieur des habitations et à l'extérieur, les maladies cardio-vasculaires et le cancer. Au niveau régional, révèle l'OMS, les pays à revenu faible ou intermédiaire des Régions OMS de l'Asie du sud-est et du Pacifique occidental sont ceux qui ont enregistré la charge la plus lourde liée à la pollution de l'air en 2012, avec un total de 3,3 millions de décès prématurés liés à la pollution intérieure et 2,6 millions de décès prématurés liés à la pollution extérieure. « Un air plus propre permet de prévenir des maladies non transmissibles et de réduire les risques chez les femmes et les groupes vulnérables, y compris les enfants et les personnes âgées », déclare le Dr Flavia Bustreo, sous-directeur général de l'OMS

chargé de la santé de la famille, de la femme et de l'enfant.

Les femmes et les enfants pauvres, renchérit-il, paient un lourd tribut à la pollution de l'air intérieur, car ils passent plus de temps à la maison à respirer les fumées et la suie que dégagent les fourneaux à bois ou à charbon mal ventilés. Un air plus propre permet de prévenir des maladies non transmissibles et de réduire les risques chez les femmes et les groupes vulnérables, y compris les enfants et les personnes âgées. Pour sa part, le Dr Maria Neira, directeur du département OMS Santé publique, déterminants sociaux et environnementaux de la santé, soutient que les risques dus à la pollution de l'air sont désormais plus importants qu'on ne le pensait, en particulier en ce qui concerne les cardiopathies et les accidents vasculaires cérébraux. « Peu de risques ont un impact supérieur sur la santé mondiale à l'heure actuelle que la pollution de l'air; les données factuelles indiquent la nécessité d'une action concertée pour rendre l'air que nous respirons plus propre. », dit-elle.

Aline Nzuzi

ÉMERGENCE ÉCONOMIQUE

Les PPICS après les BRICS

Ces "nouveaux émergents" identifiés par Coface, l'assureur-crédit international, représentent une dizaine de pays présentés comme des relais de croissance crédibles aux "grands émergents" actuellement en baisse après dix ans de croissance ininterrompue.

Globalement, cette organisation internationale les a classés en deux groupes distincts, s'appuyant à cet effet sur leur environnement des affaires. Pour le tout premier groupe désigné sous le sigle « PPICS », il est composé du Pérou, des Philippines, de l'Indonésie, de la Colombie et du Sri Lanka. Leur point commun tient d'abord au potentiel de développement et au climat des affaires. Très souvent, ces cinq pays obtiennent des belles notes comparables à celles octroyées aux BRICS, c'est-à-dire l'évaluation A4 ou B. Ils sont également réputés pour le niveau bas de la

corruption, le respect des délais de paiement et la transparence dans la gestion de l'État. De manière plus pratique, Coface a réuni des critères objectifs pour ces pays, en l'occurrence la croissance accélérée et la diversification de l'économie mais aussi les capacités de financement de la croissance (épargne minimum).

Dans le second groupe, il y a « les champions en devenir ». Bonne nouvelle pour l'Afrique, quatre des cinq pays identifiés viennent tout droit de la région subsaharienne. Il s'agit du Kenya, de la Tanzanie, de la Zambie et de l'Éthiopie, auxquels il faut ajouter le Bangladesh classé à la quatrième position sur les cinq pays ainsi identifiés dans le deuxième groupe. En dépit de leur potentiel de croissance jugé satisfaisant, ces pays ont un environnement des affaires difficiles responsables d'ailleurs d'une évaluation relativement faible (évaluation C ou

D, c'est-à-dire très difficile et extrêmement difficile). En dépit de cette cotation, ces pays qui se rapprochent lentement mais sûrement du peloton des pays émergents et des PPICS pourront faire la différence en exploitant leur potentiel de croissance, comme pour les BRICS (Brésil, Chine, Inde et Russie) qui ont connu des niveaux similaires de qualité de gouvernance à leurs débuts. Toutefois, les deux groupes mis ensemble présentent un cadre macroéconomique plus attrayant que les BRICS à leurs débuts, à en juger les niveaux bas d'inflation et d'endettement réalisés. En retour, les quelques faiblesses épinglées se rapportent notamment à la population. Si les BRICS représentaient 43% de la population mondiale en 2001, les deux groupes émergents ne représentent que 11% de celle-ci.

Laurent Essolomwa

ENTREPRISES PUBLIQUES TRANSFORMÉES

Un régime protecteur consolidé dans la crainte des saisies de patrimoine

Le ministère du Portefeuille a organisé du 28 au 29 mars à l'hôtel Fleuve-Congo un panel d'experts pour réfléchir sur la protection des biens et droits de l'État et des entreprises.

Depuis 2008, le pays a initié d'importantes réformes touchant une vingtaine de ses entreprises publiques au bord de la faillite. Après une étape de transformation juridique, elles sont devenues des sociétés commerciales, et le grand défi est désormais d'arriver à les rendre compétitives dans des secteurs libérés de tout verrou protectionniste. Outre cette transformation juridique, il y a l'étape très importante de la transformation économique pour relancer ces entreprises publiques qui se trouvent dans des situations de précarité extrême : diminution des capitaux propres, augmentation de l'endettement, progression des charges financières et diminution de la trésorerie. Comme l'a expliqué la ministre du Portefeuille, Louise Munga, qui a réussi à mobiliser

tout le monde (membres du gouvernement, secrétariat permanent de l'Ohada, corps diplomatiques, partenaires au développement, autorités provinciales, mandataires publics, etc.) autour de la question, la première cure administrée aux entreprises du secteur public a consisté à mettre en œuvre des plans de stabilisation et de redressement, notamment pour les cas de la Régie des voies aériennes, la Société nationale de chemin de fer, la Société commerciale des transports et ports, la Générale des carrières et des mines, la Société commerciale des postes et télécommunications, la Régie de distribution d'eau de la RDC et la Société nationale d'électricité.

La seconde option visait à assainir leurs comptes. Certes, il y a eu des résultats. Ces plans de stabilisation et redressement ont donné lieu à la mise en place des missions d'assistance technique et des programmes d'investissements prioritaires, comme pour la SNCC. Pour la seconde option, des règles ont

pu être établies pour la reprise par l'État des passifs non assurables des entreprises transformées en sociétés commerciales. En dépit d'une légère amélioration, la situation de vulnérabilité est demeurée préoccupante, en raison du lourd endettement et du risque potentiel de saisie du patrimoine. Pour poursuivre la réforme sans risque, le gouvernement a mis en œuvre un

À terme, le gouvernement espère tirer de ces échanges constructifs une détermination des biens insaisissables et des personnes morales devant jouir de l'immunité d'exécution. Conformément à l'article 30 de l'Acte uniforme, l'exécution forcée et les mesures conservatoires ne s'appliquent pas aux personnes bénéficiant d'une immunité d'exécution.

moratoire pour protéger ses entreprises. Mais cette protection ne l'empêche pas d'instaurer des règles rigoureuses de gouvernance reposant sur une culture de résultats et de performance. Le principe d'un régime protecteur clarifié par le législateur national est déjà établi par le droit Ohada auquel la RDC a adhéré. Aussi les différentes commissions en place

ont-elles réfléchi sur les notions du domaine public de l'État et la problématique des biens des entreprises publiques, la question de l'immunité d'exécution et de l'insaisissabilité des personnes morales de droit public, la portée et les limites des droits des créanciers et la sécurisation des patrimoines fonciers de l'État. Cela a conduit au choix des personnalités

scientifiques et politiques de renom pour animer les débats au sein de ces commissions durant deux jours.

À terme, le gouvernement espère tirer de ces échanges constructifs une détermination des biens insaisissables et des personnes morales devant jouir de l'immunité d'exécution. Conformément à l'article 30 de l'Acte uniforme, l'exécution

forcée et les mesures conservatoires ne s'appliquent pas aux personnes bénéficiant d'une immunité d'exécution. Cependant, cet article Ohada est muet sur la notion des personnes physiques ou morales bénéficiaires de l'immunité d'exécution. La loi nationale vient donc combler ce vide. Dans son entendement, Louise Munga a défini les personnes morales comme l'État et ses démembrements, les institutions de droit public dotées de la personnalité juridique ainsi que les établissements publics. Quant à la notion d'entreprise publique, elle s'applique aux vingt entreprises transformées en sociétés commerciales. Au regard de l'incapacité de distinguer les actifs propres des entreprises de ceux appartenant à l'État au stade actuel des inventaires, le législateur doit aussi clarifier les biens qui font partie du domaine public de l'État, et ne peuvent pas à ce titre faire l'objet d'une appropriation privée. Nous y reviendrons.

Laurent Essolomwa

SANTÉ

L'hôpital du Cinquantenaire émerveille les journalistes

Les journées portes-ouvertes organisées par le ministère de la Santé publique pour permettre au public de visiter l'hôpital du Cinquantenaire, ouvert samedi par le Chef de l'État, se poursuivent selon un calendrier établi.

Les journalistes et les membres de la présidence de la République ont visité jeudi le nouveau centre hospitalier. La délégation de journalistes qui a exploré les différents départements de cette formation médicale ultra-moderne sous la conduite du conseiller du ministre de la Santé publique chargé de la gestion des structures médicales, le Dr Félix Momat, a pu se rendre compte que l'hôpital du Cinquantenaire est un véritable bijou qui doit être bien entretenu.

À cause de la grandeur de cet hôpital, le Dr Félix Momat a d'emblée expliqué aux professionnels des médias qu'ils ne pourront pas visiter tous les services. « Pour visiter tout l'hôpital, nous pouvons faire même quatre jours », a-t-il indiqué à ses hôtes.

La visite a commencé par la salle des urgences chirurgicales en passant par la salle des urgences médicales complètement dotées des équipements modernes. Dans le département de l'imagerie médicale, tous les matériels pimpants neufs sont en place. Les services de radiographie mobile, de la radiographie des os, de la mammographie, de l'endoscopie digestive, la salle de commande de l'imagerie à résonance magnétique (IRM) sont aussi équipés. La surprise des journalistes a été grande pour avoir vu le gros scanner de soixante barrettes. Curiosité oblige, certains journalistes se sont même fait photographier à côté de cet appareil. Selon les explications du Dr Momat, ce scanner a la capacité de produire soixante-six images en un laps de temps.

Une autre merveille est le bloc opératoire. Dans la salle d'opération, explique le guide des journalistes, « on peut faire de la télé-médecine, c'est-à-dire lorsque le médecin qui



Le ministre de la Santé expliquant aux membres de la présidence le fonctionnement du scanner

opère est buté à une difficulté, celui qui le suit à distance peut lui venir en aide en lui indiquant ce qu'il peut faire. En plus, dans cette même salle, si une femme accouche par césarienne, son mari peut suivre l'intervention à partir de la chambre d'hospitalisation. »

Le centre de production, de maintenance et d'entretien de tous les gaz utilisés par l'hôpital a été aussi visité. Ce gros appareil de gaz ressemblant à un avion a attiré l'attention des journalistes. Certains mêmes ont pris des photos à l'intérieur de cet engin doté des sièges comme si on était dans un avion.

La maternité, une autre découverte surtout pour les femmes journalistes. On y trouve deux types de salles d'accouchement : salle d'accouchement VIP avec des lits munis de télécommande pour changer la position des lits selon le désir de la parturiente, il y a aussi un dispositif téléphonique qui permet à la femme d'appeler en cas de besoin le personnel soignant. La chambre d'accouchement ordinaire est aussi bien équipée. Les chambres de la maternité, en plus de lits de la mère, sont

dotés d'un appareil de monitoring posé sur la table à côté du berceau du bébé pour suivre son évolution. Les journalistes sont allés de découverte en découverte en passant tour à tour par le service de rééducation, le service de gynéco-obstétrique, la salle de diagnostic positif de cancer et la piste d'atterrissage de l'hélicoptère (qui donne une vue panoramique de l'hôpital) pour le malade. Selon le Dr Félix Momat, le gouvernement a déjà acheté un hélicoptère médicalisé.

Pendant que le Dr Félix Momat conduisait la délégation des journalistes, le ministre de la Santé publique, le Dr Félix Kabange Numbi, de son côté, conduisait l'équipe de membres de la présidence. Les deux délégations, à la fin de la visite, ont griffonné quelques mots dans le livre d'or de l'hôpital. Elles n'ont pas par ailleurs manqué de remercier le chef de l'État pour avoir mis à la disposition des Congolais cet hôpital qui réduirait certainement le taux des expatriations médicales. Toutefois, ils ont insisté sur le maintien de la propreté et l'entretien des équipements.

Aline Nzuzi

Les experts cogitent sur les stratégies de lutte contre la tuberculose et le paludisme

Les spécialistes venus du secteur public et privé, des membres du comité national de coordination du Fonds mondial de lutte contre le vih-sida, la tuberculose et le paludisme (CCM), les non-membres du CCM, la société civile, les partenaires techniques et financiers se réunissent depuis lundi au centre catholique Béthanie pour réfléchir sur des interventions prioritaires à mener pour lutter contre ces deux maladies.

Après la tenue des dialogues provinciaux sur le paludisme et la tuberculose, le CCM sous le patronage du ministère de la Santé publique organise le dialogue national sur les deux maladies. L'objectif est d'associer toutes les parties prenantes à la lutte contre ces maladies, à la mobilisation des ressources par l'élaboration de la note conceptuelle conformément aux directives du nouveau modèle de financement du Fonds mondial comme c'était le cas l'année dernière avec la rédaction de la note conceptuelle de la lutte contre le vih-sida.

À ce dialogue national, tous les participants venus des onze provinces vont devoir présenter le rapport de ce qu'a été le dialogue provincial. Pour ce qui de la présentation du rapport du dialogue provincial du Bas-Congo, le rapporteur a souligné que lors de cette rencontre qui s'est tenue du 20 au 23 mars à Matadi, les participants ont retenu quelques activités à inclure dans la note conceptuelle paludisme et tuberculose. Toutes les interventions retenues pour les deux maladies visent tout simplement à réduire le fardeau de ces maladies dans le chef de la population congolaise. Pour le paludisme, les participants au dialogue provincial du Bas-Congo ont proposé notamment l'assainissement intra et péri domiciliaire et de l'environnement, la promotion de la moustiquaire imprégnée d'insecticide, la prise en charge communautaire et médicale, la sensibilisation de la communauté. En ce qui concerne la tuberculose, ils ont arrêté comme intervention le dépistage et le diagnostic des maladies, le traitement, l'implication des communautés et de la société civile, l'implication de tous les prestataires des soins, les interventions concertées de lutte contre la tuberculose et le vih-sida.

A.Nz.

MUSIQUE

La rumba congolaise a son premier recueil de partitions

Rumba Parade est un opusculé composé de onze morceaux choisis de l'important répertoire local depuis les années 1950 jusqu'à la décennie passée dont il reprend les textes accompagnés d'une traduction en français.

Distribué au Centre Wallonie-Bruxelles après avoir été porté sur les fonts baptismaux par le directeur général d'Optimum, Didier M'pambia, la publication que le Pr André Yoka tient pour expérimentale comporte 46 pages. Résultat d'une recherche laborieuse, l'ouvrage de portée scientifique ne fera pas l'objet d'une vente comme l'a souligné le directeur général de l'Institut national de arts (INA). Ainsi, le premier lot de trois cents exemplaires sortis « sera distribué à des partenaires qui peuvent contribuer à son enrichissement », a-t-il dit aux Dépêches de Brazzaville. Rumba Parade est une œuvre à part entière de l'INA réalisée avec l'appui de la délégation Wallonie-Bruxelles. C'est dire que les onze morceaux choisis qui le composent ont été élaborés par sa section musique. On note ici les précieuses contributions de trois de ses enseignants, en l'occurrence l'assistant Michel Lutan-gamo, Héritier Mayimbi et le chef de travaux Jean-Romain Malwengo. Les deux premiers sont, entre autres, professeurs de violon tandis que le dernier dispense les cours d'histoire de la musique, d'esthétique et de critique musicale.

Fort de sa contribution à l'œuvre et en sa qualité de chef de section musique de l'INA, Jean-Romain Malwengo inscrit l'ouvrage dans la démarche dynamique dévolue à l'INA quitte à « contribuer efficacement à la préservation et à l'archivage du patrimoine musical congolais ». Aussi, la « *remémoration scientifique* » à laquelle il s'emploie, dit-il, « *consiste en la transcription, en l'harmonisa-*



Le baptême de Rumba Parade par Didier M'pambia

tion et en la réorchestration de ces œuvres, pour les adapter aux techniques modernes et les interpréter au moyen des instruments classiques ». Voilà un des moyens choisis par l'INA pour « les codifier et les universaliser ». Dès lors, la publication de Rumba Parade, recueil des partitions des « *Morceaux Choisis* » de la rumba congolaise, est tenu pour un petit événement en soi.

Expérience novatrice et inédite

Jean-Romain Malwengo a fait mention de la tentative initiale qui avait porté sur la toute « *première sélection d'œuvres qui ont fait date, avec des traductions inédites lingala-français et leurs partitions, pour les fixer pour l'éternité* ». Il a alors rappelé à la mémoire de l'assistance l'interprétation d'une cinquantaine d'œuvres rumba ainsi transcrites, harmonisées et réorchestrées, objet d'une expérimentation réussie par l'orchestre de chambre de l'INA. Cette besogne menée à bien depuis quelques années, tel qu'il lui a plu de le rappeler avait eu « *comme point culminant la célébration du Cinquantenaire de l'accession du pays à la souveraineté nationale et internationale en 2010, mais aussi et surtout les manifestations culturelles d'accompagnement du XIV^e sommet de la Francophonie à Kinshasa, en*

2012 ».

Présenté comme un « *florilège de onze morceaux classiques choisis de la rumba congolaise* », l'opusculé dont la parution relève d'une « *expérience novatrice et inédite* » est tenue pour « *une anthologie pilote, qui devra en appeler d'autres* ». En effet, le chef de section musique de l'INA a dit toute l'ambition dont elle est chargée mue par le souci légitime « *de faire de la musique congolaise, une musique classique, une musique savante, une musique susceptible d'être transcrite, harmonisée, orchestrée, interprétée au moyen des instruments classiques et étudiée par tous les experts* ». Ainsi, « *cette première sélection des « Morceaux choisis » a obéi d'abord à une motivation historique* » quitte à privilégier les « *ancêtres génétiques* », les maîtres créateurs des premières formations orchestrales, les compositeurs « *incontestables* » comme Joseph Kabasele, alias Grand Kallé, François Lwambo, alias Franco, Pascal Tabu Ley, alias Roche-reau ou Lucie Eyenga. Comme on le verra, la part de l'artiste-femme n'est pas négligée, puisque des noms comme Lucie Eyenga, Mbilia Bel y sont en bonne place », a-t-il expliqué.

Nioni Masela

UNIVERSITÉ DE WINNIPEG

Denis Mukwege a reçu un diplôme honorifique en droit

Le gynécologue congolais a été primé au cours d'une cérémonie organisée le 26 mars au sein de cette université canadienne.

L'université de Winnipeg a honoré deux autres personnes au cours de cette cérémonie, à savoir la chanteuse canadienne Chantal Kreviazuk, qui défend également les droits des femmes, et Joseph Stern, engagé en faveur de la justice, du développement et de la bonne gouvernance. « *Ces personnes extraordinaires utilisent leurs compétences et leurs talents afin de sensibiliser et d'améliorer la vie des autres* », a déclaré Lloyd Axworthy, président et vice-chancelier de l'université de Winnipeg. Pour ce dernier, les trois lauréats sont des modèles pour l'actuel et la prochaine génération de jeunes et pour les étudiants. « *Si le droit et la médecine sont deux sciences diamétralement opposées, elles se rencontrent néanmoins lorsqu'il s'agit de défendre les droits de l'homme. Dans le combat que nous menons à l'est de la RDC pour la dignité de la femme congolaise, la médecine et le droit ne peuvent être séparés* », a indiqué Denis Mukwege dans son discours.

Restaurer l'État de droit

Pour le médecin congolais, ce diplôme honorifique est une marque de solida-



Les trois lauréats sont qualifiés de modèles pour l'actuel et la prochaine génération de jeunes et pour les étudiants

rité à l'égard des femmes victimes de violences sexuelles et un message adressé aux auteurs de ces violences qui auront à rendre compte de leurs actes un jour. « *En tant que professionnels de la santé, nous plaignons pour la paix et la justice, parce que nous ne pouvons pas seulement traiter les conséquences de la violence, nous devons également nous attaquer à ses causes profondes et empêcher sa répétition. Aujourd'hui, si nous voulons prévenir ces tragédies humaines et enrayer les cycles récurrents de la violence, nous pensons qu'il faut restaurer l'État de droit, condition cruciale pour créer un environnement pro-*

« *pice au respect et à la protection des droits de l'Homme* », a fait savoir le gynécologue congolais. Pour ce dernier, il n'y aura pas de paix ni de développement durable sans respect des droits humains. « *Il n'y a pas de fatalité. Le chemin existe pour construire une société meilleure et un avenir prospère* », a déclaré Denis Mukwege. Ce dernier a reçu le 25 mars un brevet de reconnaissance du forum des Parlements des pays membres de la Conférence internationale sur la région des Grands lacs (FP-Cirgl). Le brevet lui a été décerné pour ses efforts en faveur de la restauration de la dignité de la femme à l'est de la RDC.

Patrick Kianimi

DISPARITION

Les handballeuses Kitoko, Malasi et Nseka se noient dans le fleuve Congo

Trois handballeuses internationales juniors de la RDC, Kitoko, alias États-Unis, Malasi Awa et Nseka, toutes de l'équipe d'Héritage dame de Kinshasa, se sont noyées, le samedi 22 mars dans le fleuve Congo, alors qu'elles se rendaient à Brazzaville dans la soirée.

La pirogue dans laquelle se trouvaient les deux handballeuses, a-t-on appris, s'est renversée suite à un coup de vent sur le fleuve. Alors que les trois victimes ont coulé, la quatrième handballeuse, Kele, s'était agrippée à la pirogue pour enfin être recueillie à la rive de Brazzaville et acheminée à l'hôpital. C'est la seule rescapée de cet accident. Jusqu'à la publication de cette information les corps de ces trois malheureuses n'ont pas encore été retrouvés.

Selon les dernières informations, ces handballeuses ont été aperçues ce même samedi dans l'après-midi, dans l'enceinte du stade des Martyrs, où la Ligue de handball de Kinshasa tenait son assemblée générale ordinaire avant le démarrage du championnat de Kinshasa de handball. Rien n'avait filtré quant à leur voyage pour Brazzaville. C'est seulement quelques jours après le drame que le secrétaire général de l'équipe d'Héritage dame de Kinshasa a déclaré sur la Radiotélévision nationale congolaise avoir eu vent du départ de Kitoko pour Pointe-Noire. Elle devrait signer dans un club de handball, alors que les officiels d'Héritage (président et secrétaire) n'étaient au courant de rien. Après des démarches, la rescapée Kele a été ramenée à Kinshasa. L'on attend les programmes des obsèques et d'autres informations relatives à ce tragique accident qui cause une perte énorme dans le handball de la RDC, car les trois infortunées ont été vice-championnes au tournoi de Monterey au Mexique et vice-championnes d'Afrique de leur catégorie à l'issue de la CAN juniors dames organisée à Oyo au Congo Brazzaville.

Martin Enyimo

DIVISION 1

Don Bosco corrige Dauphins Noirs à Lubumbashi

Le CS Don Bosco a dominé, le 26 mars, au stade TP Mazembe de Lubumbashi, l'AS Dauphins Noirs de Goma par quatre buts à zéro, en match en retard de la 12e journée du groupe A de la 19e édition du championnat national de football -Division 1-.



Don Bosco large vainqueur de Dauphins Noirs à Lubumbashi

Les poulains du coach franco-sénégalais Lamine N'Diaye n'ont pas fait des détails face aux joueurs du Nord-Kivu entraînés par le coach Guy-Roger Limolo. Les buts des Salésiens de Lubumbashi ont été inscrits par le Zimbabwéen Christopher Semakweri à la 23e minute, le Zambien Luka Lungu à la 33e minute, l'autre Zimbabwéen Carrington Gomba à la 39e minute et par le Zambien Joseph Sitali entré en cours du jeu à la place d'Ushindi wa Kubanza, à la 90+3e minute. Ayant réussi à imposer un nul de zéro but partout à Mazembe sur la même aire de jeu du stade TP Mazembe de la commune de Kamalondo à Lubumbashi quelques jours auparavant, Dauphins Noirs de Goma a littéralement coulé face à Don Bosco.

Grâce à cette victoire, les Salésiens de Lubumbashi mettent encore un peu plus de pression sur les Cheminots du Katanga. En effet, Don Bosco se rapproche un peu plus de Lupopo en totalisant 22 points, en attendant de bénéficier de trois points supplémentaires suite à forfait que va probablement subir l'AS Nika de Kisangani suite aux graves incidents survenus au cours de la confrontation entre le club de la Province Orientale et Don Bosco au stade Lumumba de Kisangani. Don Bosco engrangera à la fin 25 points, alors que Lupopo compte 26 points. Mazembe est toujours premier du groupe avec 29 points, déjà qualifié pour les play-offs de la Division 1. La lutte s'annonce donc au coude à coude entre le deuxième et le troisième de ce groupe A.

Pour sa part, Dauphins Noirs lutte afin de ne pas être relégué. Ce club rentre de Lubumbashi avec un point glané (contre Mazembe) en trois rencontres. L'équipe coachée par Guy-Roger Limolo va devoir remporter les deux derniers matchs à livrer à domicile pour totaliser 14 points et assurer son maintien à la Division 1 pour la saison prochaine.

M.E.

HUMEUR

Jeunes gens, gare au mépris des anciens !

Il existe dans les entreprises, administrations, sociétés ou organisations sociales des jeunes qui ont du mal à admettre l'expérience des anciens, brandissant des diplômes obtenus dans des instituts, écoles et facultés. Erreur ! Car l'ancien, depuis longtemps dans le métier, a plus d'habileté. Attention, nous ne parlons pas ici de l'expertise, qui est une autre paire de manches.

En termes plus simples, l'expérience désigne ce qu'un individu peut acquérir par la pratique, c'est-à-dire en exécutant des tâches d'un domaine professionnel pendant un temps plus ou moins long. Ainsi le champ de l'expérience est-il à distinguer de celui des connaissances acquises par une formation systématique. Dans tous les domaines de la vie, à savoir l'armée, la médecine, l'enseignement, l'économie, la politique, les finances, la menuiserie, la maçonnerie, le transit, la communication, l'hydraulique, l'électricité, le commerce, la douane et bien d'autres, le diplôme seul ne résoudra pas les nombreuses questions d'ordre évolutif de l'entité, il faudra l'associer à l'expérience. Alors, vous, les jeunes diplômés, pourquoi ce langage hautain et déplacé lorsque vous êtes en face d'anciens du métier ?

Tout le monde sait qu'un diplôme sans expérience est comparable à un nourrisson qui, bien que doté d'un appareil locomoteur complet et sain, n'arrive pas à se déplacer, il lui faut un certain nombre de jours ou de mois. Cet orgueil des jeunes dans les administrations et les entreprises, en raison semble-t-il de leurs doctorats de troisième, voire de quatrième cycle, frustre de nombreux anciens qui n'ont peut-être pas atteint ce niveau d'instruction, mais ont beaucoup appris sur le tas et sont plus habiles et plus expérimentés. Car il n'est pas rare de voir un jeune fraîchement arrivé dans une structure brandir à tout bout de champ son diplôme puis pâlir devant un travail demandé par le chef. Alors, il faut voir ces jeunes avoir recours sans honte aucune aux anciens qui n'ont pourtant pas de doctorats.

Ce n'est pas seulement à l'université ou à l'école que s'acquiert la connaissance ou le savoir, le nombre d'années dans un métier peut être déterminant pour le façonnement cérébral. C'est ce que les spécialistes des sciences sociales appellent habitus, c'est-à-dire ce qui résulte des pratiques individuelles ou collectives des expériences passées dans le métier. Il fut une période où dans nos villages certains infirmiers, grâce à l'expérience acquise, abattaient l'essentiel d'un travail médical qui ne relevait sans doute pas de leur formation succincte, mais plutôt de leur expérience acquise au fil des années. Même chose dans l'enseignement, où par expérience certains éducateurs brillants, qui n'avaient pas le profil de professeurs de collège ou de lycée, étaient appelés à exercer dans ces cycles et obtenaient des résultats satisfaisants. À dire vrai, le simple infirmier expérimenté ne portera peut-être pas le grade d'assistant, mais il pourra réaliser des prouesses faisant l'admiration de tous.

Nous sommes loin d'un conflit de générations, comme peuvent le penser certains, car cette sorte de jeunes diplômés nouvellement recrutés dans les entreprises, administrations et services brandissent leurs diplômes à la fois à leurs jeunes collègues et aux anciens du métier. Cela étant, chers jeunes gens, la courtoisie ne saurait s'identifier à une infériorisation intellectuelle. Les anciens dans le métier ont droit à votre considération, car leur expérience pourra vous fournir des repères ou des orientations dans vos activités professionnelles. « Je suis un cadre formé, j'ai étudié dans telle ou telle université, et j'en suis sorti avec tel diplôme, personne ne me vaut ici » : ces propos sont déplacés, banissez-les de votre langage !

Faustin Akono

ÉCONOMIE NUMÉRIQUE

Première édition du forum Informations et Télécommunication

Les travaux de ladite édition se sont ouverts ce jeudi 27 mars dans un hôtel de la place en présence de Bruno Jean Richard Itoua et d'Honoré Paka, respectivement ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique et préfet de Pointe-Noire, accompagnés des responsables du magazine Cio Mag et des directeurs du système information des entreprises et des administrations locales et des autres invités.



Le ministre Bruno Jean Richard Itoua (© Adiac).

Ainsi le communiqué de presse de cette rencontre stipule que le thème de cette année est axé sur des thèmes structurants comme le cloud computing, la sécurité, l'internet mobile ou encore le processus de numération des entreprises et des administrations ainsi que les enjeux de l'innovation technologique dans leur processus de transformation.

Ouvrant les travaux de ces assises, le ministre Bruno Jean Richard Itoua a signifié que ce forum était placé sous le signe de l'innovation technologique au service de l'émergence du Congo à travers les techniques d'information et de communication. L'innovation technologique est décidée et résolue par le gouvernement de la République à en faire l'un des piliers de la marche du Congo vers l'émergence, à l'instar des pays émergents. « Des nombreuses initiatives engagées par le chef de l'État dans cette optique modifient

chaque jour au vu et au su de tous le paysage national. Ces modifications profondes ne permettront d'atteindre les objectifs visés que si l'intelligence, le savoir, la créativité, l'inventivité, bref l'innovation technologique sont le ferment et la sève nourricière de cette démarche. Les entreprises privées et les administrations publiques doivent intégrer les vertus de l'innovation technologique afin d'atteindre le combat de leadership, de compétitivité et de l'excellence », a-t-il déclaré. De leur côté, Guy Baouaya, directeur du système d'information de la société Total E&P Congo, président du club des directeurs du système d'information du Congo, et Mohamadou Diallo, directeur de publication du magazine Cio Mag ont expliqué les avantages de leur partenariat pour les entreprises congolaises avant d'indiquer les objectifs fixés par cette rencontre : fédérer l'association des directeurs des sys-

tèmes d'information et promouvoir les échanges entre ces systèmes d'information et les entreprises privées, les administrations avec les entreprises publiques ou les fournisseurs de solution.

Initié par Cio Mag, un magazine de référence dans le domaine de l'information technologique en Afrique francophone, l'IT Forum est un ensemble d'événements d'informations technologiques qui couvre des pays comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Cameroun, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, le Gabon, la République du Congo et d'autres. Le club des directeurs des systèmes d'information est une association à but non lucratif qui réunit les directeurs des systèmes d'information des entreprises et des administrations congolaises afin de promouvoir l'usage des systèmes d'information comme facteur de compétitivité.

Séverin Ibara

Bruno Jean Richard Itoua invite les jeunes Congolais à saisir les opportunités qu'offrent les nouvelles technologies de l'information et de la communication

Le ministre de la Recherche scientifique et de l'Innovation technologique a émis cette idée à l'occasion du point de presse qu'il a animé en marge de la première édition du forum Informations et télécommunication qui s'est tenue le 27 mars dans la capitale économique. Évoquant les nombreux avantages que procurent les nouvelles technologies de l'information et de la communication sur le territoire national, le ministre a expliqué que les jeunes Congolais pouvaient en tirer parti pour développer des initiatives leur permettant d'accéder à un meilleur statut social. « À l'instar de la téléphonie mobile, qui a induit des mé-

tiers comme charger les batteries des téléphones dans les endroits où l'électricité n'est pas pérenne ou la vente de cartes de recharges, grâce aux nouveaux moyens d'information et de communication, les jeunes Congolais peuvent devenir des porteurs des projets, accéder à des emplois nouveaux et participer ainsi à la richesse nationale même s'ils ne sont pas salariés dans la Fonction publique ou dans une société privée », a-t-il rappelé. Le ministre a souligné l'importance pour la République du Congo d'abriter un tel forum pour le développement de l'ensemble de ses entreprises, au cours duquel plusieurs thèmes

ont été développés : le Congo face aux enjeux de l'innovation technologique et de l'administration électronique ; internet haut débit et connectivité au Congo, état des lieux, attentes et perspectives pour les entreprises et les administrations ; le système d'information, levier de performance des entreprises congolaises, et autres. « Si d'autres pays ont fortement développé l'usage des nouveaux moyens d'information et de communication, il n'y a pas de raison pour le Congo de ne pas s'arrimer à cette évolution technologique rapide qu'impose le monde moderne », a-t-il conclu.

S.I.

5E FORUM INTERNATIONAL SUR LE GREEN BUSINESS

Pointe-Noire attend plus de 500 participants

La cinquième édition de ce forum international aura lieu du 20 au 24 mai prochain, sur le thème « Produire, transformer, consommer local et sous-régional »

Le forum international sur le Green Business est considéré comme étant le pilier de promotion des activités de l'économie verte en Afrique centrale. Chaque année, depuis 2010, date de sa première édition, il réunit les différents acteurs, les entreprises, bailleurs de fonds, gouvernements et ONG autour des questions environnementales. Par ailleurs, un réseau des entreprises engagées dans l'économie verte en Afrique centrale a été mis en place. Celui-ci regroupe plus d'une centaine de sociétés. En réalité, le forum sur le Green Business est pratiquement le seul rassemblement d'affaires en Afrique à se pencher sur l'économie verte.

Pour cette année les questions tourneront autour du thème «Produire, transformer, consommer local et sous régional ». Ce rendez-vous, qui est d'ailleurs l'unique en Afrique, il faut le dire, a permis une prise de conscience sous-régionale de l'épuisement des ressources et de la nécessité d'aller vers une croissance économique plus durable. C'est pourquoi, à l'occasion de la Conférence internationale Rio+20 tenue en 2012, les ministres de la Cécac ont pris position en faveur de l'économie verte.

Rappelons que les forêts du Bassin du Congo constituent le deuxième poumon écologique de la planète. Ainsi, il revient aux autorités de la sous-région de faire de l'économie verte l'un des moteurs du développement en Afrique centrale, un facteur de croissance et un moyen de lutte contre la pauvreté.

Prosper Mabonzo

HANDBALL

Une Coupe en mémoire de Nicole Oba

45 Jours après la disparition de l'ancienne Diable-rouge, Nicole Oba le 3 février, Solange Koulinka, l'une de ses jeunes coéquipières a regroupé les vétérans de la discipline à Pointe-Noire autour du ballon rond pour retirer le deuil qu'elle avait porté en sa mémoire.

L'activité s'est déroulée au stade de Cheminot, l'un des terrains qui a vu l'ex-demi-centre des Diables rouges s'exprimer. «Nous avons organisé la coupe Nicole Oba parce qu'elle a été de beaucoup pour le handball congolais et s'est battue pour le pays. Nicole nous a encadrées, elle était pour nous une mère. Aujourd'hui elle n'est plus, nous nous sommes dit qu'on ne peut pas croiser les bras. Nous devons montrer aux générations d'aujourd'hui et futures que nous étions unies et on s'aimait, même dans les problèmes. Pour l'honneur du pays elle disait toujours laissons d'abord notre dispute à côté, regardons la mission qu'on nous a confiée puisque tout le peuple congolais nous regarde. Elle était éducatrice et savait à quel moment parler ou se taire», a témoigné Solange Koulinka, ancienne Diable rouge et entraîneuse de l'équipe nationale dame. Championne d'Afrique des Coupes Marien-Ngouabi, Nicole Oba était très chère pour ses coéquipières qui n'ont pas renoncé à l'appel de Solange qui retirait à cette occasion le deuil de 45 jours qu'elle avait porté en la mémoire de la disparue. S'agissant du choix du terrain, Solange a indiqué que Nicole a joué dans tous les terrains du Congo et aucun terrain ne restera en marge. En effet, après cette première édition à Pointe-Noire, il est convenu que le 3 février de chaque année une coupe sera organisée en sa mémoire. La deuxième édition aura lieu à Dolisie et la



Solange Koulinka remettant le trophée à Ndzimbi Tostao

troisième à Brazzaville, a informé Solange Koulinka.

Soulignons que deux matchs ont marqué l'événement dont celui opposant deux équipes mixtes des vétérans de handball et l'autre les vétérans de football qui ont fléchi devant l'association sportive des enfants cheminots, 4 tirs aux buts à 3 après le score de parité d'un but partout au temps réglementaire.

L'initiative a été appréciée par les anciens Diables rouges qui ont émerveillé les jeunes qui participaient au tournoi de mise en jambe par leur savoir faire pour ne souligner que les passes aveugles de Ndzimbi Tostao. « Je suis ravi de l'initiative qui a permis à tous ceux qui ont abandonné carrément le sport de revenir. Les jeunes ont besoin de nous pour qu'on leur transmette notre savoir faire. Le niveau du handball a

tellement baissé parce que nous avons à faire aux enfants qui ne veulent plus travailler», a déclaré l'ancien ailier des Diables rouges, Samba Alain Christian « Turbo ». Il a par ailleurs indiqué que Nicole Oba était pour lui une ancienne qu'il a connue personnellement. C'est pourquoi l'ancien sociétaire d'Unisport et d'US Bantou, n'a pas résisté à l'appel. De même l'ancienne Diable-Rouge, Makanga, a souligné que les générations actuelles devraient suivre l'exemple des anciennes. «Nous constatons malheureusement que les jeunes n'aiment plus travailler voilà pourquoi le niveau du handball congolais a beaucoup régressé. À notre époque, nous supportons les critiques, c'est ce qui nous a permis d'aller de l'avant. »

Charlem Léa Legnoki

Consultez nos nouveaux sites internet !

- Ergonomiques et esthétiques
- Un fil d'information en continu pour suivre l'actualité en temps réel
- Des focus sur les informations phares
- Différentes entrées possibles, par département, par thèmes...
- Un site très illustré avec de nombreuses photos, vidéos...
- Des dossiers thématiques notamment sur la diaspora, le foot, la culture...



www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

**Un rendez-vous
quotidien
incontournable**

JEUX AFRICAINS DE BRAZZAVILLE 2015

MTN s'engage dans le sponsoring

La société de téléphonie mobile veut contribuer à la réussite des Jeux de Brazzaville 2015 en étant l'un des sponsors de l'événement



Léon Alfred Opimbat échangeant avec les représentants de MTN (© Adiac).

Le directeur général de la société, Freddy Tchala, n'a pas révélé les détails de sa discussion avec le ministre des Sports et de l'Éducation physique, Léon Alfred Opimbat, le 28 mars, mais il lui a fait part de la disponibilité de MTN à multiplier les stratégies pour faire des jeux du cinquantenaire un succès dans le strict respect du partenariat qui sera signé avec le ministère des Sports.

«Le Congo sera la capitale sportive l'année prochaine et dans ce cadre, le ministère et le gouvernement travailleront à unir toutes les énergies pour que cet événement soit un succès et un modèle d'expérience pour tous ceux qui visiteront le Congo en 2015. [...] Nous sommes disponibles à faire de cet événement un succès», a-t-il indiqué soulignant que le sport congolais pouvait désormais compter sur MTN.

Selon le cahier des charges, le Comité d'organisation des onzièmes Jeux africains doit assurer une véritable campagne de sponsoring avec plusieurs opérateurs en vue de mieux vendre l'événement. Le soutien qu'entend apporter MTN, bien que n'étant pas suffisant, poussera sans aucun doute d'autres compagnies à soutenir l'organisation des Jeux africains et le sport congolais qui souffre d'un réel manque en la matière.

James Golden Eloué

CHAMPIONNAT NATIONAL DE NATATION

Les nageurs de l'hinterland sortent leurs têtes de l'eau

Les athlètes venus de l'intérieur du pays se font maîtres de l'édition 2014 de la compétition, profitant de l'absence crillarde des nageurs de Brazzaville qui sont longtemps restés dominateurs de l'épreuve au niveau national

Lors des deux premières journées de ce championnat national de natation, les nageurs cevus de l'intérieur du pays ont prouvé leurs talents au point de ravir le directeur technique de la Fédération congolaise de la discipline (Féconat), Jean Fidèle Eba. D'ailleurs, les résultats des finales directes de la première journée le prouvent. En nage libre 50m, chez les cadets, Justain Boundzou d'Owando, dans la Cuvette, a décroché la médaille d'or avec un chrono de 35"61. Deperval Kany, venu de Ouesso (département de la Sangha) s'est contenté de la médaille d'argent avec une durée de 38"99. La médaille de bronze de cette catégorie est revenue Thony Ngambo d'Impfondo qui a parcouru la distance en 39"09. Chez les cadettes, Magalie Niamba de Mossaka a remporté la médaille d'or. Elle a en effet réalisé un chrono de 44"82 devançant ainsi la médaillée d'argent Nahichas Boundzou d'Owando (47"81) et la médaillée de bronze Chrisma Bous-soukou de Dolisie (département du Niari) avec chrono de 51"25.

Par ailleurs, dans la catégorie des seniors hommes, Patrice Ngouaké s'est imposé à la première place grâce avec une durée de 30"06. Il

est suivi de Junior Ndinga (31"06) et de Gachel Ngoyi (31"15). Nicaise Ndéké a fait la loi chez les juniors de la même version (30"80). Ebana Mouangodolo et Roger Mabala sont respectivement premier et deuxième. Chez les seniors dames, la victoire de l'ultra favorite Charlène Moboutou, avec un chrono de 34"57, n'a surpris personne. Après elle, Belaine Sangala (35"29) et Miboula Itoua (46"77). Tandis que Magalie Niamba s'est fait de l'or dans la

catégorie juniors dames (41"56. Vanessa Bombibo (44"83) et Chaïda Okombi (45"99).



Les nageuses en compétition / Crédit photo Adiac

Lors de la deuxième journée, les athlètes se sont mesurés sur 100m nage libre. Le double de la distance de la première journée. Mais avant de se jeter à l'eau, les nageurs ont reçu quelques consignes de la présidente de la Féconat, Rachel Domi-

nique Ngouabi, sur l'importance de la compétition dans laquelle ils sont engagés. Elle les a ensuite dotés des équipements d'entraînement et compétition. S'exprimant sur le niveau des nageurs, à l'issue de la journée, le directeur technique a révélé que la majorité d'entre eux n'ont pas l'habitude de s'exercer dans des piscines. Mais leurs prestations étaient de bonne qualité. On retiendra des failles sur plusieurs aspects tech-

niques. Ainsi, selon lui, le travail d'encadrement va se poursuivre pour améliorer les performances des athlètes même si jusque-là les bassins appropriés font défaut. Ce championnat, qui met en compétition les nageurs de plusieurs départements du pays, prendra fin le mardi le 1^{er} avril à Brazzaville.

Rominique Nerplat Makaya

RÉFLEXION

Denis Sassou-N'Guesso, l'Afrique, l'Europe

Comme il l'avait fait il y a quatre mois, à la veille du sommet de l'Élysée qui devait débattre de la coopération entre l'Afrique et la France, le président du Congo a choisi de dire haut et fort ce qu'il pense de la coopération entre l'Afrique et l'Europe. Et comme la fois précédente, il a choisi de s'exprimer dans la revue Géopolitique africaine qui, lentement mais sûrement, s'impose au fil du temps parmi les organes de réflexion les plus actifs du continent.

Le texte qu'il publie dans le numéro 50 de la revue à quelques heures de l'ouverture du sommet Afrique-Europe de Bruxelles sera remis sous la forme d'un tiré à part aux quelque soixante-dix chefs d'État présents les 2 et 3 avril dans la capitale de l'Union européenne. Il énonce en une dizaine de pages des propositions qui méritent attention. Résumées en quelques mots celles-ci dessinent en effet ce qui pourrait bien commander la coopération entre les deux continents à l'issue de ce sommet.

Sur le plan des principes, cinq grandes actions sont proposées par le chef de l'État congolais à ses pairs : construire un réseau d'infrastructures permettant de favoriser les échanges des personnes et des biens entre les pays ; aider à la formation des hommes en général, des cadres en particulier ; accompagner les pays africains dans la mise en place de programmes de développement qui élèveront le niveau de vie des populations et freineront, voire interrompront l'immigration sauvage ; définir un vaste programme d'échanges culturels qui assoiera la coopération sur des bases solides ; soutenir l'Afrique dans l'édification de l'architecture de sécurité et de prévention des crises décidée par l'Union africaine.

De façon très concrète, Denis Sassou-N'Guesso suggère que le sommet Afrique-Europe aboutisse à la mise en place de deux organismes qui permettraient «de dialoguer de façon constante avec un système d'alerte et de prise de décisions rapides» : le premier veillerait au suivi des accords de

coopération et prendrait la forme d'un conseil permanent conjoint ; le second se consacrerait aux questions de sécurité et s'inspirerait des groupes de contact « qui ont permis la résolution des crises majeures ». La combinaison de ce système d'alerte et de prises de décisions rapides jouerait à coup sûr un rôle décisif dans la prévention et la gestion des crises auxquelles l'Afrique se trouve aujourd'hui confrontée.

Avant de conclure son propos, le chef de l'État congolais inscrit résolument le futur partenariat entre les deux continents dans le cadre de la défense de l'environnement et de la lutte contre le dérèglement climatique : «Il est évident, écrit-il, que si l'Afrique et l'Europe conjuguent leurs efforts dans ces deux domaines, elles contribueront de façon décisive à lancer enfin le processus de protection de la nature sur lequel la communauté mondiale n'a pas, jusqu'à ce jour, réussi à s'entendre.»

Rappelant la proposition faite à ses pairs africains par le président François Hol-

lande lors du sommet de l'Élysée de s'allier en vue de la Conférence des Nations unies sur les changements climatiques qui se tiendra à Paris en décembre 2015, Denis Sassou-N'Guesso propose que l'Afrique et l'Europe coordonnent leurs efforts et présentent un front uni afin de parvenir à un accord mondial : «Inscrire ces objectifs au cœur des débats que nous aurons à Bruxelles donnerait au sommet Afrique-Europe une dimension planétaire. Il l'inscrirait à coup sûr dans l'histoire de ce début de vingt et unième siècle et garantirait que la Conférence de Paris, dans un an et demi, ne sera pas un nouveau rendez-vous manqué à l'instar des résultats décevants des sommets de Copenhague, de Cancun et de Durban. Nous devons tout faire pour que, grâce à la coopération entre l'Afrique et l'Europe, le succès soit au rendez-vous.»

Qui a dit que les hommes d'État aiment à pratiquer la langue de bois ?

Jean-Paul Pigasse